

Université de Tartu
Institut des langues et des cultures étrangères
Département d'études romanes

Gloria Margret Rose

LA REPRÉSENTATION DE L'AFFAIRE DREYFUS DANS LA PRESSE
ESTONIENNE ENTRE 1894 ET 1906

Mémoire de licence

Sous la direction de Tanel Lepsoo

Tartu 2025

Table des matières

Introduction	3
1. L’Affaire Dreyfus	5
1.1 La chronologie des événements	5
1.2 L’importance de l’Affaire	7
2. La presse estonienne et la question juive sous l’Empire russe	8
2.1 Un aperçu de la presse française auquel se réfèrent les articles estoniens ..	8
2.2 La situation des juifs en Estonie	11
2.3 La presse estonienne en 1894.....	12
3. L’analyse de la presse estonienne entre 1894 et 1906	15
3.1 La fréquence de parution	15
3.2 Les années 1894–1897.....	16
3.2 La représentation de J’accuse... !.....	17
3.3 La représentation des fausses preuves	20
3.4 L’annulation du procès Dreyfus est confirmée	33
3.5 La représentation du procès à Rennes	35
3.6 L’Affaire suscite une nouvelle condamnation.....	39
Conclusion	41
Bibliographie	44
Resümee	49

Introduction

Le but de ce mémoire est d'analyser la représentation de l'Affaire Dreyfus dans la presse estonienne. L'Affaire se déroule en France entre 1894 et 1906. La thématique concernant le traitement des Juifs à travers l'Histoire nous amène très souvent aux crimes perpétrés par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, mais il y en avait bien d'autres épisodes, dont on parle moins. Le sujet reste pertinent, car l'antisémitisme fait son retour dans les sociétés occidentales, en raison des tensions politiques apparues. L'Affaire reflète le caractère de l'époque, illustré par l'idéologie antisémite et le mouvement nationaliste qui s'est développé après la défaite de la guerre franco-prussienne ainsi que par les tensions entre les partisans et opposants des idées de la Révolution française.

La même période en Estonie se distingue complètement de celle en France en raison du contexte marqué par l'éveil national. La presse estonienne s'est développée parallèlement à l'émergence de la conscience nationale. Les premiers journaux sont apparus à la fin du XVII^e siècle sous forme de publications à contenu pédagogique. Le premier exemple de la presse moderne, *Perno Postimees (Le Postillon de Pärnu)* parvient à paraître régulièrement à partir de 1857, malgré des conditions compliquées : une censure sévère, la lutte de pouvoir entre les Germano-Baltes et les Russes, les mouvements religieux et l'éveil national des Estoniens. Il est à noter que le lectorat visé était le paysan, c'est-à-dire le peuple estonien.

La représentation de l'Affaire Dreyfus dans les journaux de l'époque n'a pas été l'objet d'une étude approfondie. Nous avons néanmoins trouvé une discussion entre Krista Aru et Jaan Undusk où la question de l'orientation idéologique d'*Olewik* et de *Postimees* a été soulevée, notamment par rapport à l'Affaire Dreyfus. Aru estime qu'*Olewik* et son rédacteur en chef, Grenzstein, adoptent une approche plus pédagogique que *Postimees* et Jaan Tõnisson. (Aru *et al.* 1999 : 119) Notre étude aboutira à des conclusions quelque peu différentes concernant l'Affaire, mais nous n'allons pas mettre en cause l'évaluation globale de Aru, puisque la comparaison générale d'*Olewik* et *Postimees* ne rentre pas dans le cadre de notre étude.

Ce mémoire se compose de trois parties. Le premier chapitre étudie l'Affaire Dreyfus à travers sa chronologie, ses personnages principaux et son importance. Dans le

deuxième chapitre, nous allons nous intéresser à la situation de la presse estonienne en 1894 et ses difficultés pour expliquer la scène politique estonienne. Ce chapitre examine également les journaux français auxquels la presse estonienne fait référence et leur orientation à travers l’Affaire, ce qui nous aide à comprendre la position défendue par les journaux estoniens. Cette partie examine l’attitude envers les Juifs en Estonie, en notant qu’en France, une idéologie antisémite a profondément formé l’opinion publique et le comportement à l’égard des Juifs tant au sein de la société civile que de la classe des hommes d’État. Les Estoniens, en contrepois, ont mieux compris le sort des Juifs, étant eux-mêmes opprimés par la noblesse allemande. La troisième partie propose l’analyse des articles de la presse estonienne, les articles pour une étude plus approfondie sont sélectionnés selon le tirage des journaux et la pertinence de leur contenu.

1. L’Affaire Dreyfus

1.1 La chronologie des événements

En septembre 1894, le bureau de l’État-major en France découvre dans la corbeille à papier de l’attaché militaire allemand, le colonel von Schwartzkoppen, une lettre, désormais connue comme le « bordereau ». Ce document manuscrit contenait des informations militaires confidentielles. Le colonel Jean Sandherr, en tant que chef de la Section de statistique, est persuadé que le traître est un Juif. C’est ainsi qu’il mène l’enquête contre Alfred Dreyfus, un Juif qui travaille au sein de la Section de statistique. Le 15 octobre de la même année, celui-ci est arrêté et le 22 décembre, il est condamné pour haute trahison. Le Conseil de guerre s’est réuni à huis clos pour garantir la sécurité nationale au moment de rendre la décision. La principale preuve hormis le bordereau, un dossier secret, sur laquelle la condamnation de Dreyfus est fondée, n’est présentée ni à l’avocat ni à l’accusé, ce qui constitue une importante transgression de la part de la justice. Au début de la nouvelle année, le 5 janvier 1895, Dreyfus est dégradé devant les troupes et envoyé sur l’île du Diable en Guyane française le 21 février. (Maison Zola 2025a) L’Affaire divise ensuite la société entre les dreyfusards, convaincus de l’innocence de Dreyfus et les antidreyfusards qui se sont opposés à eux.

Après l’envoi de Dreyfus sur l’île du Diable, l’Affaire est considérée comme terminée. Le frère d’Alfred Dreyfus, Mathieu Dreyfus reste toutefois convaincu de l’innocence de son frère et c’est pourquoi il s’engage pour faire revenir l’Affaire dans l’actualité. Il laisse circuler dans la presse anglaise la rumeur de l’évasion de son frère. Bernard Lazare, dreyfusard, publie le livre *Une Erreur judiciaire*. En réaction, l’État-major, en essayant de se débarrasser de l’Affaire, commet au contraire une erreur stratégique en publiant dans *L’Éclair* un article expliquant que Dreyfus a été condamné sur la base d’un dossier secret montré uniquement aux juges. (Maison Zola 2025a) À partir de cet article, les gens commencent à réfléchir à l’Affaire. Les intellectuels s’engagent, Émile Zola publie sa lettre « J’accuse ... ! » au président de la République, Félix Faure, le 13 janvier 1898. Georges Déroulède, le fondateur du mouvement La Ligue des Patriotes, un mouvement opposé à la révision du procès, commence à organiser des manifestations.

Dans le même temps, au début de l'année 1896, un nouveau chef, Georges Picquart, arrive à la Section de statistique. Il découvre que les preuves sont fausses et que le véritable traître est le commandant Esterhazy. Ses chefs ne souhaitent pas reconnaître l'injustice commise et Picquart est envoyé en mission en Tunisie. Revenant une année plus tard, il comprend la raison de son envoi.

En 1897, Scheurer-Kestner, vice-président du Sénat, ouvre une nouvelle enquête sur Esterhazy, qui est par la suite acquitté et qui s'enfuit en Angleterre. L'État-major comprend que la condamnation du véritable traître mènerait à la révision du procès, ce qu'ils redoutent le plus. Au lieu de réparer l'injustice commise, une nouvelle enquête est ouverte contre Zola pour sa publication de « J'accuse... ! ». Il est condamné, mais il part pour l'Angleterre le 18 juillet 1898, avant la fin du procès.

Au début du même mois de juillet, Godefroy Cavaignac est nommé nouveau ministre de la Guerre. À mesure que des nouvelles informations émergent, il commence à douter de la décision de justice. Il dévoile toutes les preuves, révélant ainsi qu'une des preuves majeures est falsifiée : la correspondance secrète entre les attachés militaires allemand et italien, Schwarzkoppen et Panizzardi, dans laquelle ils saluent avec enthousiasme la collaboration avec un officier français, Dreyfus. La décision de justice est de plus en plus remise en question. Lucien Brisson, en tant que président de la Chambre des députés, soutient la demande de réexamen du procès. À la fin du mois d'août, le lieutenant-colonel Hubert-Joseph Henry avoue sa responsabilité dans la falsification de cette preuve. Il se suicide à la fin d'août. Par la suite, une révision devient inévitable : la Cour de cassation casse le jugement, affirmant des irrégularités majeures dans le procès mené en 1894 et ordonne un nouveau procès devant le Conseil de guerre.

À Rennes, entre le 7 août et le 9 septembre, Dreyfus est de nouveau condamné avec « circonstances atténuantes » malgré les preuves de son innocence. En 1899, le président de la République, Émile Loubet le gracie. En 1904, les dreyfusards demandent une nouvelle révision du procès qui sera ordonnée par la Cour de cassation. En juillet 1906, la Cour annule les condamnations de 1894 et 1899 et Dreyfus est réhabilité le 12.

1.2 L'importance de l'Affaire

L'Affaire Dreyfus est marquante en raison de son universalisme et de sa complexité. Pour la comprendre, il faut se pencher sur les préalables, les idées antisémites de l'époque et sur l'attitude à l'égard de l'armée après la défaite lors de la guerre franco-prussienne qui ont façonné l'opinion publique. De plus, il faut également prendre en compte la méprise de la communauté internationale envers la France ainsi que les tensions dans la société.

L'idéologie de la conservation de l'identité française, créée par Édouard Drumont en 1892, a commencé à soutenir le mouvement antidreyfusard. Elle nourrissait une hostilité envers les étrangers, accusant les Juifs de ne pas faire preuve de loyauté nationale. (Kauffmann 2001 : 65) La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 a garanti l'égalité des droits de l'homme ainsi que la liberté de la religion et s'appliquait également aux Juifs, ayant obtenu la citoyenneté française (Burns 1991 : 9–11). L'idéologie du Drumont est en contradiction avec la Déclaration et alimente le rejet contre les Juifs. Après la défaite française dans la guerre franco-prussienne, l'Alsace et une partie de la Lorraine sont passées sous domination allemande. C'est pourquoi le parti antidreyfusard a signifié la fin des idéaux de la Révolution française. (Burns 1991 : 15)

Le Concordat de 1801 reconnaissait le catholicisme comme la religion principale de la France, sur laquelle se reposait l'idée des nationalistes de l'identité nationale. Convaincus de cette idée, ils ont développé la haine contre les protestants et les Juifs. C'est pourquoi la victoire dans la lutte contre les dreyfusards a obtenu une signification plus profonde : la survie de l'esprit français.

Dans cette lutte, convaincre l'opinion publique dans l'innocence de Dreyfus est devenu l'objectif central pour les dreyfusards. Les antidreyfusards se sont appuyés sur l'idéologie développée par Édouard Drumont ainsi que sur le catholicisme, ce qui a renforcé leurs esprits dans cette lutte. Les deux camps mentionnés avaient leurs propres médias. Pour les dreyfusards, qui défendent la vérité et la justice, les médias ont devenu la seule arme contre les antidreyfusards.

2. La presse estonienne et la question juive sous l'Empire russe

2.1 Un aperçu de la presse française auquel se réfèrent les articles estoniens

À cette époque, l'impact des médias sur l'opinion publique en France différait de celui présent en Estonie où la censure de l'Empire russe limitait toute prise de position sur des sujets jugés politiquement sensibles. En particulier, toute critique à propos de l'ordre social établi était prohibée. Cette répression était liée à la crainte d'un éveil de la conscience nationale estonienne, qui s'était renforcée au cours des dernières décennies et remettait en question l'autorité de l'Empire russe. À l'inverse, en France, la loi du 29 juillet 1881 a libéralisé la presse et a promu le débat public (Burns 1991 : 93). C'est ainsi que le journalisme en France a acquis une dimension commerciale et d'autre part, a perdu le sens porté précédemment en tant que porteur d'informations. Le développement de la presse a également été favorisé par la révolution industrielle. En revanche, en Estonie, pendant les années 1890, la presse ne bénéficiait pas d'une telle liberté. Sous la censure tsariste, elle n'avait pas encore acquis de rôle autonome dans de débat public. Malgré ces contraintes, les journaux estoniens observaient l'évolution attentive sur la scène médiatique et politique occidentale. Bien que les contextes soient différents, la presse estonienne s'est référée à plusieurs journaux français pour expliquer l'Affaire Dreyfus. Selon l'analyse du contenu de *Postimees*, *Eesti Postimees ehk Näddalileht*, *Olewik*, *Sakala*, *Saarlane* et *Uus Aeg*, nous trouvons au total dix-sept revues françaises citées, ainsi que trois publications étrangères : une russe, une de Londres et une de Bruxelles. Dans ce cadre, nous allons nous intéresser aux journaux à lesquels la presse estonienne fait référence pendant l'Affaire Dreyfus entre 1894 et 1906.

Pour commencer, *La Libre Parole* est un journal nationaliste créé en 1892 par Édouard Drumont, un propagandiste antijuif, dont l'ouvrage, *La France Juive*, publiée en 1886, est devenue l'œuvre centrale dans la lutte idéologique contre les dreyfusards. Son argumentation, défendant la forte influence du catholicisme et le retour de la monarchie, a consolidé les chrétiens contre l'ennemi commun : les Juifs (Kauffmann 2001 : 65). Au début des années 1890, les attaques contre les Juifs ont

rencontré un grand succès, instrumentalisant le scandale de Panama pour confirmer l'existence d'une corruption juive (Burns, 1991 : 94). La croyance en la volonté juive de prendre le contrôle de l'État semblait réelle, étant donné que le scandale avait impliqué des banques, des entreprises et des industries. À cette époque, le gouvernement a défendu les Sémites, affirmant que la division fondée sur les religions juive, protestante et catholique, constituait un crime contre la nation, une position que *La Libre Parole* a refusé de reconnaître. (Burns, 1991 : 96) Le journal était également le premier à publier les fausses preuves de la culpabilité de Dreyfus. En Estonie, les articles de *Sakala* et *Uus Aeg* s'y sont référés.

En effet, dans ce contexte politique, *La Patrie* est un journal nationaliste et antisémite, qui soutient la même lutte publique. De plus, pour les journaux opposés à Dreyfus, il représentait plus qu'une question de justice, ils défendaient les valeurs dans la bataille idéologique sur l'avenir de la République française. (Deblowitz 1899 : 585) Ainsi, pour eux, la défaite dans l'Affaire Dreyfus signifiait le rejet de la République. En Estonie, *Olewik* et *Sakala* lui ont fait référence.

Postimees et *Eesti Postimees ehk Näddalileht* se réfèrent à *L'Intransigeant*, un journal extrémiste dont le but est de renforcer les opinions existantes en renforçant les discours des opposants à Dreyfus (Deblowitz 1899 : 588).

Le Gaulois auquel se réfère *Postimees* est un journal royaliste qui s'oppose à Dreyfus. Son objectif est de discréditer la République, ce qui suscite une méfiance envers ses institutions. Le journal vise à concurrencer *Le Figaro* en raison de son manque de positionnement au début de l'Affaire et cherche à récupérer le lectorat qui le quitte pour cette raison. Cependant, à partir de 1898, *Le Figaro* adopte cependant une ligne dreyfusarde, grâce à l'un des éditeurs du *Gaulois* qui rejoint la rédaction, favorisant ainsi le mouvement dreyfusard. Les publications de *Postimees*, *Sakala*, *Saarlane* et *Uus Aeg* s'appuient sur les opinions publiées dans *Le Figaro*. D'ailleurs, les autres journaux l'acceptent comme un journal libéral afin de créer une opposition plus considérable contre les antidreyfusards. *Le Figaro* est le premier à publier les rapports sténographiques du procès de Rennes pour persuader le public en s'appuyant sur des faits réels. *Postimees* publie les mêmes articles dans la presse estonienne.

Par ailleurs, un des principaux journaux du débat est *L'Écho de Paris*, à qui réfèrent *Saarlane* et *Uus Aeg*. Son lectorat se compose de partisans de l'armée, ce qui conduit

le journal à défendre l'État-major et à s'opposer à la révision de l'Affaire Dreyfus. Symbole de la fierté nationale en France, l'armée refuse d'admettre sa défaite dans la guerre franco-prussienne. L'opinion dans l'armée se divise également entre antisémites et ceux qui ne le sont pas, ces derniers défendant les valeurs de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le journal, reste ouvert à tous les journalistes pour s'exprimer, symbolisant ainsi un exemple d'irresponsabilité de la presse.

Postimees, Eesti Postimees ehk Näddalileht, Sakala et *Uus Aeg* consultent aussi les articles du *Temps* pour formuler ses articles selon le ton mesuré. À cette époque, ce journal attire l'attention avec sa passion pour l'Affaire Dreyfus avec son rédacteur étranger François de Pressensé, qui est une figure clé du parti dreyfusard. Même si le journal soutient Dreyfus dans cette Affaire, il reste davantage plus un observateur qu'un véritable acteur engagé. (Deblowitz, 1899 : 588)

Le Siècle est un journal qui vise à défendre les valeurs humaines (Deblowitz 1899 : 587). Dans la presse estonienne, ce journal est fréquemment cité, par exemple par *Postimees, Eesti Postimees ehk Näddalileht, Olewik*, et *Sakala*. *Le Siècle* a commencé à publier les transcriptions du procès de Rennes pour lutter contre la désinformation.

Le Rappel est un journal clairement dreyfusard dès les débuts de l'Affaire. Sa position républicaine et laïque s'oppose ainsi à la vague de nationalisme. Il est souvent cité par la presse estonienne, notamment *Postimees* et *Saarlane*.

Cinq journaux sur six, exception faite de *Saarlane*, font référence à *Matin*. Ce journal de gauche socialiste vise à changer de position et à rejoindre le centre gauche républicain (Deblowitz, 1899 : 588). Ni pro ni contre, il a défendu Dreyfus de façon irrégulière, ce qui semble convenir à la presse estonienne qui est sous la censure.

Sous l'Empire russe, tous les journaux estoniens se réfèrent à *Novosti*, le quotidien libéral de Saint-Pétersbourg. En raison de la censure russe, les opinions du journalisme estonien, surtout sur les affaires étrangères, ont dû publier de la même manière que les plus influents en Russie.

D'abord, la presse étrangère s'engage à publier de nouvelles informations sur l'Affaire Dreyfus entre 1897 et 1898, adoptant une position critique (Forestier, 2019 : 519). *Postimees* et *Eesti Postimees ehk Näddalileht* se réfèrent à *The Observer*, un quotidien londonien.

Nous remarquons un contraste dans le traitement de l’Affaire Dreyfus dans la presse française et estonienne. La division entre les dreyfusards et les antidreyfusards est plus présente dans la presse française qui compte douze journaux pour et les quinze contre Dreyfus (Deblowitz, 1899 : 585). La presse française est également divisée entre les socialistes, les républicains, les libéraux, les nationalistes, les cléricaux et les royalistes. En général, nous constatons une évolution dans les positions adoptées par rapport à l’Affaire lors de son développement. Le parti dreyfusard est moins divisé que celui des antidreyfusards, qui sont pourtant majoritaires dans cette lutte. Cependant, tous les journaux ne sont pas analysés dans ce mémoire en raison de l’ampleur de cette tâche. Selon l’auteur Janine Ponty, la presse antidreyfusarde domine parce qu’elle est largement diffusée, a un prix abordable et correspond à l’opinion publique populaire. (1974) Les journaux estoniens suivent les développements de l’Affaire en citant la presse dreyfusarde ainsi que celle des antidreyfusards pour informer leur lectorat.

2.2 La situation des juifs en Estonie

Puisqu’en France, le camp antidreyfusard était uni par l’idéologie antisémite de Déroulède, intéressons-nous à la situation des Juifs en Estonie. La presse estonienne a cité les deux partis de l’Affaire, ce qui permet de comprendre la manière dont les Juifs étaient perçus par les Estoniens, ainsi que la façon dont les idées antisémites diffusées dans l’Empire russe leur étaient présentées.

Les premières communautés juives en Estonie sont apparues au XIX^e siècle, bien que quelques Juifs aient déjà vécu à Tallinn auparavant. Bien que l’Estonie fût soumise à la domination de l’Empire russe, la population restait luthérienne. Cette religion favorisait la tolérance à l’égard des immigrants. Le motif de la persécution des Juifs est justifié par leur monothéisme et leur refus de se convertir au christianisme, ce qui les rendait « infidèles ». L’autre motif récurrent est leur habitat dans les grandes villes. C’est ainsi qu’ils se sont occupés de la gestion financière. En raison de la petite taille de l’Estonie et de sa faible population, les Juifs ne sont pas regroupés en communautés distinctes. (Viikberg, 1999 : 215)

Les Juifs estoniens, particulièrement ceux venus de Courlande, ne faisaient pas partie des Juifs occidentaux émancipés d’Europe (Verschik 1997 : 748). C’est sur ce point que se situe une différence fondamentale dans le processus d’intégration. En Estonie, les Juifs ont préservé et développé leur culture, leur langue et leur éducation, ce qui

leur a permis de coexister avec la population locale (Verschik 1995 : 403). Les Juifs occidentaux, par exemple en France, ont reçu des droits égaux, mais à la condition de s'assimiler à la société en supprimant leur propre culture.

À partir de 1894, l'Empire russe a renforcé la législation régissant la résidence des Juifs. Ceux qui vivaient dans les pays baltes avant 1879, ont été autorisés à y rester, sinon, ils risquaient d'être déportés (Paul : 244–245). En revanche, avec la création de la Première République estonienne en 1918, le Manifeste des peuples d'Estonie leur a accordé l'autonomie culturelle, ce qui représente une rupture avec les politiques répressives de l'Empire russe.

2.3 La presse estonienne en 1894

Pour comprendre la situation de la presse estonienne en 1894, il faut d'abord expliquer la situation depuis 1870. *Eesti Postimees ehk Näddalaleht ma- ja linnarahvale*, fondé en 1864, était un journal conservateur dont l'objectif était d'éclairer le peuple estonien (Peegel *et al.* 1994 : 117). Il souhaitait maintenir des relations avec les Russes au pouvoir et les Germano-Baltes, tout en refusant de publier les positions plus extrémistes de son coauteur, Carl Robert Jakobson. Ils répondaient ainsi aux attentes du lectorat. En 1876, Jakobson a fondé son journal *Sakala* dans le but d'en faire un guide moral de la volonté politique visant à libérer le peuple estonien de la domination étrangère.

Une nouvelle période a débuté au cours des années 1880, marquée par l'apparition d'une contre-propagande organisée par les Allemands dans le but d'affecter négativement l'éveil national et de maintenir leur pouvoir (Issakov, Jansen 1967 : 6). Un exemple de cette stratégie est *Saarlane*, créé en 1883 à Kuressaare et dont l'objectif est de lutter contre les Estoniens progressistes et leurs idées (Peegel *et al.* 1994 : 146). Le journal *Tallinna Sõber* n'a pas réussi à exister en raison d'un lectorat insuffisant. L'autre exemple est *Ristirahwa pühapäewa-lehe Sõnumitooja*, un journal conservateur qui n'a non plus connu la popularité attendue (Peegel *et al.* 1994 : 133). Parallèlement, les Germano-Baltes étaient eux-mêmes attaqués par les journaux russes, qui tentaient de renforcer la russification de la région. Dans ce contexte, *Sakala* a rejoint la position des journaux russes, espérant ainsi obtenir de l'aide pour s'opposer à l'influence des Germano-Baltes, les propriétaires fonciers des Estoniens. (Lumiste 1977 : 69–70) Toutefois, *Sakala* était surveillé par les Russes en raison de ses idées nationalistes et

critiques envers l'Empire. En raison du manque de lectorat russe en Estonie, la presse estonienne n'a pas pu être fermée, sinon ils auraient perdus la communication avec la population.

La mort des fondateurs et des éditeurs des principaux journaux (Johann Voldemar Jannsen, le directeur de la rédaction de *Perno Postimees* et d'*Eesti Postimees*, et Carl Robert Jakobson, fondateur de *Sakala*) en 1882 et 1890 a conduit à la diminution de l'esprit d'éveil national. L'attitude négligente à l'égard des journaux se reflète dans le destin similaire des journaux, qui ont été vendus plusieurs fois, mais qui ont manqué de dévouement à la presse estonienne. Toutefois, la compréhension que la presse formule l'opinion du peuple était toujours présente. En raison de difficultés financières, le directeur de *Postimees* (ancien *Perno Postimees*), Karl August Hermann, a même cherché le soutien des Allemands, ce qui a conduit à la perte totale du lectorat. Les luttes d'idéologie entre Ado Grenzstein (*Olewik*) et Hermann (*Postimees*) se sont déroulées jusqu'à la mort de ce dernier en 1885. La même année Grenzstein a publié un programme sur le développement de journalisme estonien (Aru *et al.* : 113). Les deux rédacteurs partageaient toutefois un objectif commun, l'éveil national des Estoniens. Les opinions divergeaient sur la prise de position, Grenzstein adoptait une attitude plus radicale, exprimant ses opinions de manière provocante, mais il risquait également l'interdiction de toute la presse estonienne. (Jansen 1999 : 55)

À partir de 1894, lors de la transition du trône russe, la censure s'est encore renforcée. Grâce au censeur pro-estonien, les Russes et les Germano-Baltes ont sous-estimé l'influence de la presse estonienne dans le cadre de l'éveil national. En 1896, un nouveau rédacteur-en-chef dévoué, Jaan Tõnisson, est arrivé, mais la lutte entre *Postimees* et *Olewik* a continué. Grenzstein est considéré comme occidental, grâce aux études qu'il a fait à Vienne. Grenzstein s'intéressait à théoriser l'identité estonienne et au rôle de la race dans sa formation (Aru *et al.* 1999 : 115). Cet intérêt nous montre qu'il était au courant des grands débats européens et qu'il s'est intéressé à l'antisémitisme après son départ à Paris en 1901. Grenzstein considérait par ailleurs probable l'assimilation des petites nations d'Europe aux grandes (les Romains, les Germains ou les Slaves), afin qu'elles puissent profiter d'une vie culturelle diversifiée. C'est ainsi que son idéal était la coexistence égalitaire des nations. (Aru *et al.* 1999 : 116) Toutefois, ses débats manquaient de clarté, c'est pourquoi ses contemporains y

voyaient une justification de la russification. Tõnisson est davantage vue selon son expérience à Orjol, en Russie. Cette opposition entre *Postimees* et *Olewik* continue et trouve son origine dans les visions du monde divergentes des deux nouveaux rédacteurs. Pour comprendre les positions de Grenzstein, qui ont grandement changé entre 1902–1910, selon Krista Aru *et al.*, il faut mener une étude approfondie de ses publications (1999 : 119).

3. L'analyse de la presse estonienne entre 1894 et 1906

3.1 La fréquence de parution

Les journaux les plus considérables, qui évoquent l’Affaire Dreyfus sont *Postimees*, *Olewik*, *Saarlane*, *Eesti Postimees* et son *Missioni-leht*, *Sakala* et *Uus Aeg*. Pour comprendre comment ils ont contribué à la formation de l’opinion estonienne, il est nécessaire de présenter leur fréquence de publication (voir tableau 1).

Le journal *Postimees* paraissait depuis 1891 six fois par semaine, ce qui faisait de lui le seul quotidien de l’époque. Il consistait en quatre pages organisées en cinq colonnes. (Lumiste, 1977 : 117) *Olewik*, qui paraissait deux fois par semaine, se composait de 24 pages de trois colonnes, ce qui en faisait le journal le plus volumineux de l’époque. *Saarlane*, dont la périodicité et le nombre de colonnes étaient similaires à celui d’*Olewik*, se distinguait par le nombre de ses pages, limité à quatre. *Eesti Postimees ehk Näddalileht* est un hebdomadaire, paraissait deux fois par semaine et le texte était divisé en quatre colonnes. La première édition portait le nom *Üleüldine ajaleht Maa- ja linnarahvale* et la seconde, publiée à l’origine comme supplément du journal, s’appelait *Uuemad sõnumid Maa- ja linnarahvale*. Afin d’éviter de devoir faire une deuxième demande d’autorisation de publication de journal, les deux journaux mentionnés portaient le même numéro d’édition. *Eesti Postimehe Missioni-Leht*, a également été publié par le même journal entre 1896 et 1904. (Peegel et al. : 115) Il paraissait deux fois par semaine en quatre pages divisées en deux colonnes. Les articles de ce journal se référaient à des auteurs étrangers. (Teemäe, 2021 : 65–67) D’une part, l’idée de la presse missionnaire cherchait à façonner les croyances des lecteurs, mais d’autre part, elle était soumise à l’influence des pouvoirs religieux et étatiques. *Sakala* ressemble à *Eesti Postimees* qui paraissait ainsi deux fois par semaine et se composait de quatre pages en quatre colonnes. Le journal *Uus Aeg* se distingue des autres examinés précédemment, ce dernier est le seul hebdomadaire organisé en huit pages et trois colonnes.

	Fréquence par semaine	Pages	Colonnes
<i>Postimees</i>	6	6	5
<i>Olewik</i>	2	24	3

<i>Saarlane</i>	2	4	3
<i>Eesti Postimees ehk Näddalileht</i> (et son supplément Uuemad sõnumid maa- ja linnarahwale)	2	4	4
<i>Eesti Postimehe Missioni-leht</i>	2 (par mois)	4	2
<i>Sakala</i>	2	4	4
<i>Uus Aeg</i>	1	8	3

Tableau 1. La fréquence des journaux estoniens.

3.2 Les années 1894–1897

Le corpus est divisé en courtes périodes entre les années 1894 et 1906. Pendant la période entre 1894–1906 quatre sous-périodes font l’objet d’une analyse plus approfondie pour chercher des références culturelles ou idéologiques et analyser le ton et le lexique qui décrit les personnages principaux et les sources utilisées. Pour périodiser le contenu trouvé dans la presse estonienne, la chronologie de l’Affaire Dreyfus est utilisée afin de dégager les événements les plus pertinentes (Musée Dreyfus 2025b).

L’année 1894 n’a pas été très marquante. Le bordereau a été remis au ministère de la Guerre à la fin du mois de septembre 1894, mais comme le public n’a pas eu connaissance de cet événement, la presse estonienne n’en a évidemment pas parlé. L’arrestation de Dreyfus le 15 octobre de la même année a été évoquée par les deux principaux journaux de cette période, *Postimees* et *Olewik*, dans la rubrique des actualités étrangères dix jours plus tard, le 25 octobre. Dreyfus a été condamné pour haute trahison le 22 décembre de la même année et des articles ont également été publiés par *Postimees* et *Olewik* le 24 décembre, celui d’*Olewik* étant le plus long (une colonne).

L’année 1895 est marquée par trois événements : la dégradation publique du capitaine Dreyfus, sa condamnation et son envoi sur l’Île du Diable. À l’époque les articles les plus longs sont publiés par *Tallinna Sõber*, qui est le journal allemand le plus successif parmi la presse allemande en Estonie. L’événement est présenté soit dans la section des nouvelles étrangères ou dans une autre, « Wene Telegrammi Seltsi Telegrammid » qui communique des nouvelles courtes, d’une longueur d’une demi-colonne pour les deux articles publiés. Il est à noter que la presse allemande n’a pas connu grand succès en Estonie. Ce journal reste le fournisseur le plus significatif des informations pendant cette période.

En 1896, seuls deux journaux, *Postimees* et *Tallinna Sõber*, ont présenté l’Affaire. Le deuxième en a publié le tout premier résumé, sur une colonne et demie. L’événement principal selon la chronologie était la proposition de Picquart de réviser le procès. Cet événement n’a fait l’objet d’aucune publication dans la presse estonienne. *Postimees* a résumé les événements deux fois, en leur consacrant, à chaque fois, un tiers de colonne. Il décrit Dreyfus comme le traître qui est condamné à une peine de prison à perpétuité. Cependant l’article oppose à la décision faite communiquant que c’était une fausse. À l’inverse, *Tallinna Sõber* a publié un compte-rendu sur les événements sur une demi-colonne et a indiqué son envoi sur l’Île du Diable.

En 1897, *Postimees* et *Tallinna Sõber* ont décidé de passer sous silence l’engagement de Scheurer-Kestner, mais *Olewik* s’est engagé en publiant deux courts articles communiquant que Mathieu Dreyfus dénonçait Esterhazy comme le vrai coupable. Le lecteur est informé qu’Esterhazy avait écrit le bordereau et le nie. L’article publié le 2 décembre 1897 se réfère à *La Patrie* qui accuse des pays étrangers d’avoir financé l’Affaire Esterhazy.

3.2 La représentation de J’accuse... !

Le 13 janvier 1898, Émile Zola publie « J’accuse ... ! », un événement déclencheur pour la presse estonienne. À partir de cet événement, plus des journaux s’engagent dans le débat. Ce sont : *Postimees*, *Olewik*, *Saarlane* et *Eesti Postimees*. Pour faciliter la compréhension des détails, le nombre d’articles parus est regroupé dans le tableau numéro 2 ci-dessous. Au cours des premiers mois de 1898, un total de 23 articles a été publiés.

Postimees était publicateur le plus régulier des informations faisant référence aux discussions au Parlement français dans chaque nouvel article. Au total, *Postimees* a publié 13 articles. Entre le 5 février et le 14 février, une sous-section a été dédiée dans la rubrique des actualités étrangères, nommée « Le procès de Zola ». Pendant toute cette période, la longueur des articles a varié d’un paragraphe à quatre colonnes de texte.

En termes de nombre de publications d’articles, *Olewik* en a publié cinq, ce qui le positionne derrière *Postimees*. À l’époque, les illustrations et les photographies étaient rarement publiées, en raison des limites imposées par la censure concernant la

fréquence de parution et la longueur des journaux. Pourtant, les articles publiés les 17 et 24 février sont illustrés avec le portrait de Dreyfus et d'Émile Zola.

En ce qui concerne le contenu de *Saarlane*, les articles concernant l'Affaire ont été repris sur *Postimees*, sur *Eesti Postimees* ou sur *Olewik*. Ce journal n'a pas communiqué de nouvelles informations sur cette Affaire, se contenant de trois ou quatre paragraphes au maximum.

Au cours de cette période, *Eesti Postimees*, n'a publié que deux articles concernant l'Affaire, ce qui en fait le moins productif. Les deux résumés occupent environ la moitié d'une colonne.

Événement	Articles au total	<i>Postimees</i>	<i>Olewik</i>	<i>Saarlane</i>	<i>Eesti Postimees</i>
La représentation de « J'accuse... ! »	23	13	5	3	2

Tableau 2. Nombre d'articles publiés pendant la période de publication de « J'accuse ... ! »

Pour une analyse plus détaillée, nous allons ici nous intéresser à deux articles publiés à deux jours d'intervalle, l'un dans *Olewik* le 20 janvier 1898 et l'autre dans *Eesti Postimees* le 22 janvier de la même année. L'article d'*Eesti Postimees* se trouve sur la première page du journal, mais il n'est pas très long, occupant un peu moins qu'une moitié de la colonne. (*Eesti Postimees* 1898a) L'idée principale est d'expliquer comment la publication de « J'accuse ... ! » par Émile Zola a ouvert une vue d'ensemble sur le procès en distinguant les dreyfusards et les antidreyfusards. L'article décrit la situation du point de vue du peuple qui accusent Zola d'avoir publié son article dans le but de faire de la publicité à ses propres œuvres.¹ Toutefois, le ton de l'article reste neutre, décrivant la situation au début, « Le capitaine Dreyfus, d'origine juive ; En outre, la culpabilité a été attribuée à un autre officier, Esterhazy »².

¹ „Suurem jagu rahvast on Zola pääle selle üle wäga pahane, et ta ilmasüüta kannatab. Sellepärast leiavad mõned, et Zola oma kirjaga ainult lärmi on tahtnud teha ja selle läbi oma töödele suuremat minekut loota“ (*Eesti Postimees*, 1898a)

² Juudi sugust kapten Dreyfus/.../ ; Ühtlasi tõsteti süü ühe teise ohwitseri, nimega Esterhazy pääle.

Pour caractériser la position de Zola, l'article ne se réfère pas à son article publié dans *L'Aurore*, mais précise qu'en tant qu'une figure majeure de l'opinion publique, il considère Dreyfus innocent.³ En ce moment, l'opinion publique est divisée en partisans et opposants du judaïsme en raison de l'origine de Dreyfus. Cependant, en ce qui concerne les disputes antidreyfusardes dans l'Assemblée, l'article ironise leur comportement non acceptable, « Voilà, ce qu'est la fine éducation française »⁴. Pour illustrer les tensions dans la société, la persécution des Juifs est décrite.

L'article publié deux jours avant par *Olewik* est plus long, se composant d'une colonne et quart (*Olewik* 1898a). Il se distingue d'*Eesti Postimees*, par le ton émotionnel utilisé dès la première phrase introductive, « Toujours dans cette même Affaire de trahison d'État, celle de Dreyfus, ou plutôt d'Esterhazy »⁵. La phrase évalue l'Affaire à la place du lecteur. Sans contexte concret, c'est-à-dire sans aucune citation de « J'accuse ! ... », Zola obtient la position de l'accusateur du Conseil de guerre et les commandants en chefs qui, selon lui, « ont tordu le droit et corrigé cette torsion »⁶. Cependant, l'article mentionne la source, *L'Aurore*. En ce qui concerne la révision du procès et l'injustice condamnée par Zola, l'article tord les mots, ce qui reflète également la position accusatrice du journal, « Zola souhaite être soumis à la responsabilité judiciaire et c'est lui qui a déjà été poursuivi en justice »⁷.

L'Affaire a commencé à affecter les relations de la France avec les autres pays qui ont soutenu Dreyfus, notamment les Juifs. L'article se réfère à l'écrivain Bjørnson, un Norvégien qui, sur la position pro-juive, n'est pas populaire. En comparaison avec l'article d'*Eesti Postimees*, qui n'évoque pas cet engagement étranger, *Olewik* l'a fait pour montrer l'impopularité des partisans des Juifs.

Comme mentionné précédemment, les tensions dans le journalisme en Estonie sont présentes et ils se reflètent dans cette comparaison des deux journaux. *Olewik* fait référence au journal russe *Swjet*, qui à son tour au source anglaise, *Daily Mail* pour réfuter les spéculations selon lesquelles Dreyfus pourrait être un espion russe. La critique est construite en s'adressant au lecteur pour lui rappeler de garder sa propre

³ Üks tähtsamatest, kes Dreyfus'i asja õigeks peawad, on kuulus jutukirjutaja Zola.

⁴ Seep see peenike Prantsuse haridus on.

⁵ Ikka sellessamas riigi äraandja Dreyfus'i ehk Esterhazy asjas.

⁶ /.../ ikka sellessamas riigi äraandja Dreyfus'i ehk Esterhazy asjas.

⁷ Zola soowib seda, et teda kohtuliku wastutuse alla wõetaks ja tema ongi juba kohtu alla antud.

pensée critique sur les nouvelles écrites par « les défenseurs de l'humanité »⁸, c'est-à-dire les antidreyfusards. Le commentaire vise à révéler les mensonges qu'ils sont en train d'inventer. L'article se compose de paragraphes opposés, décrivant Émile Zola en tant qu'accusateur dreyfusard, mais se concluant par une critique des antidreyfusards.

3.3 La représentation des fausses preuves

L'événement central de cette période est l'aveu du lieutenant-colonel Henry sur son faux contre Dreyfus. Pendant cette période, le nombre de publications a augmenté, sept journaux, *Postimees*, *Olewik*, *Saarlane*, *Eesti Postimees* et son *Missioni-leht*, *Sakala* et *Uus Aeg*, ont publié 75 articles au total (voir le tableau 3 ci-dessus).

Postimees a publié 26 articles parmi lesquels se trouvent trois lettres de correspondant O.K. à Paris publiés les 5, 7 et 26 octobre 1898 que nous allons étudier plus bas. *Postimees* a plutôt communiqué les informations sur l'Affaire sous la forme de brèves nouvelles dans la section « Wene Telegrahwi-Agenturi Telegrammid ». Il est notable que *Le Figaro* ait commencé à publier les procès-verbaux du procès de Rennes et *Postimees* les ait publiés ainsi. Pendant cette période, *Olewik* ne publiait que quatre articles dont trois se composent d'une moitié de colonne. Nous allons analyser celui publié le 29 décembre.

Les neuf articles de *Saarlane* ne sont pas marquants, mais ils prouvent notre hypothèse selon laquelle le contenu est copié des autres journaux. L'article publié le 15 septembre 1898 est identique à celui publié le 3 septembre par *Eesti Postimees*. Pendant cette période, *Eesti Postimees* a publié 14 articles. La longueur des articles varie d'un paragraphe à trois colonnes. Les articles publiés les 3 et 24 septembre donnent un long résumé des événements passés. *Eesti Postimehe Missioni-leht* a publié un seul article sur le procès de Dreyfus et les Juifs d'Odessa, le 28 mai 1899. Il est analysé en étant le seul article à offrir un aperçu des débats internes à la communauté juive. *Sakala* a publié 16 articles de longueur variée, en moyenne un paragraphe, dont le plus long, publié le 16 février 1899, se compose de deux colonnes et analyse la situation en France. *Uus Aeg* n'a pas publié plus que cinq articles en 1899, de deux colonnes au maximum.

⁸ /.../ missugust walet need inimesed wõiwad ette kanda, kes endid inimesesugu kaistejateks nimetawad.

Événement	Articles au total	<i>Postimees</i>	<i>Olewik</i>	<i>Saarlane</i>	<i>Eesti Postimees</i>	<i>Eesti Postimehe Missions- leht</i>	<i>Sakala</i>	<i>Uus Aeg</i>
La représenta tion des fausses preuves	75	26	4	9	14	1	16	5

Tableau 3. Nombre d'articles publiés pendant la période des fausses preuves.

L'article publié le 3 septembre 1898 par le journal *Eesti Postimees* ehk *Näddalileht* se trouve en une du journal (*Eesti Postimees* 1898b). L'article résume les événements dès l'année 1896, à partir de la nomination de Picquart à son nouveau poste de chef du Service de Renseignements de l'État-major en remplacement de Sandherr. Nous constatons selon la représentation de Picquart, que l'auteur est conscient de l'erreur judiciaire et le présente au lectorat de manière logique. Il examine également les causes de l'envoi de Picquart en mission à la frontière est, puis sud-ouest⁹. Il le dépeint comme un homme à la mission de la vérité¹⁰. Une caractéristique à laquelle le Chef de l'État-major, le Général Boisdeffre faisait peur car Picquart pouvait révéler la vérité sur l'innocence de Dreyfus. C'est ainsi qu'il a été décidé de passer la vérité sous silence pour deux raisons : éviter la perte de l'honneur de l'armée et, deuxièmement, l'arrestation du nouveau coupable aurait libéré le premier accusé de trahison¹¹. Pour montrer le parti dreyfusard, l'engagement du frère aîné de Dreyfus, Mathieu Dreyfus, est inclus. Il a remis au gouvernement le véritable coupable, Esterhazy¹². Pour illustrer le manque de volonté à réviser le procès de Dreyfus, le déroulement du « procès de Zola »¹³ est introduit dans la suite de la publication de son article. Face à la réaction

⁹ .../saadeti seepärast 1896. aastal, 16. novembril „tähtjas ülesandega“ ida- ja siis lõuna-ida piirile.

¹⁰ .../ kes nii südisti tõe järele nuuskis/...

¹¹ .../“teise“ kättesaamine esimese äraandja wabaks teeks.

¹² Seepäale sündiswad siis kiirel käigul järgmised asjad : Dreyfus'i wend Mathieu Dreyfus annab walitsusele major Esterhazy kui õige äraandja üles ; Zola awaldab oma tuttawa süüdituste-kirja president Faurele.

¹³ Selle jagajärjeks on Zola protsess.

des événements, le tribunal militaire a acquitté Esterhazy et a emprisonné Picquart¹⁴ pour étouffer les erreurs.

L'article révèle les erreurs commises lors du procès de Zola. Les trois lettres d'échange avec les attachés militaires allemands et italiens, sur la base desquelles Dreyfus est accusé, sont la cible de commentaires ironiques en raison de leur contenu en tant que preuves. La première, qui date de mars 1894 affirme que : « D. aurait apporté beaucoup de choses intéressantes. »¹⁵. La deuxième, le 10 avril de la même année, convient davantage comme une hypothèse qu'en tant que preuve :

Je regrette bien de ne pas vous avoir vu avant mon départ. Du reste je serai de retour dans 8 jours. Ci-joint 12 plans directeurs de... (ici figure le nom d'une de nos places fortes) que ce canaille de D... m'a donnés pour vous. Je lui ai dit que vous n'aviez pas l'intention de reprendre les relations. Il prétend qu'il y a eu un malentendu et qu'il ferait tout son possible pour vous satisfaire. Il dit qu'il s'était entêté et que vous ne lui en voulez pas. Je lui ai répondu qu'il était fou et que je ne croyais pas que vous voulez reprendre les relations. Faites ce que vous voudrez.¹⁶

La troisième est controversée et date de l'année 1896, alors que Dreyfus est déjà en prison. De plus, ce qui éveille le doute, c'est que la deuxième phrase de cet extrait n'était pas présentée lors du procès de Zola, mais qu'elle évoque un accord secret :

J'ai lu qu'un député va demander des explications concernant l'Affaire Dreyfus. Si l'empereur me pose la question (d'attaché militaire allemand Schwartzkoppen), je dirai que je n'ai jamais

¹⁴ Selle tagajärjeks /.../ sõjakohus mõistab Esterhazy süütaks ; Picquart võetakse wangi ja antakse riigi äraandmise süüdistusel kohtu kätte.

¹⁵ D. Palju huwitawaid asju olla toonud.

¹⁶ Ma kahetsen väga, et ma Teid enne oma äraminemist enam ei näinud. Kuid ma tulen kaheksa päewa pärast tagasi. Siin juures on 12 plaani ühest (nimi) kindlusest, mida mulle üks D. nimeline kelm Teie tarwis andis. Ma ütlesin talle, et Teil mitte nõuu ei ole, temaga jälle ühendusesse astuda. Tema tõendab, Teie olla eksi-arwamistele sattunud ja ta tahta kõik teha, et Teie temaga rahul oleksite. Mina kostsin, et ta hulluks olla läinud ja et ma mitte ei usu, et Teie temaga uuesti ühendusesse astuksite. Tehke, mis tahate." (Le texte français de ces lettres n'est pas authentique, nous retraduisons de l'estonien. En effet, ces lettres des diplomates étrangers contiennent beaucoup de fautes de grammaire.)

eu contact avec ce Juif. Si l'on vous le demande, dites la même chose, car personne ne doit savoir ce qui lui est arrivé.¹⁷

Personne ne doute de l'authenticité des deux premières lettres, mais le nom Dreyfus n'y est pas mentionné. Le ministre de la Guerre, Cavaignac, remarque que le nom de Dreyfus n'apparaît pas dans les deux premières lettres, ce qui explique la présentation de la troisième. La lettre appelée le « faux d'Henry », qui est falsifiée dans le but d'associer Dreyfus au crime. De nouveau, personne ne remet en cause la crédibilité de cette lettre, alors que Dreyfus est déjà emprisonné. L'auteur poursuit le débat en montrant que les généraux Pellieux, Gonse et Boisdeffre sont convaincus de l'authenticité de la troisième lettre, et c'est pourquoi ils sont contre la révision.

Le suicide d'Henry est communiqué lors de son enterrement. L'auteur commente l'attitude du maire nationaliste à l'égard de l'Affaire, notant que celui-ci ne reprochait pas à Henry son « infâme falsification des preuves »¹⁸. La fin de l'article dévoile que Henry avait avoué avant de se suicider, qu'il avait falsifié la troisième lettre.

L'article publié le 24 septembre 1898 par le même journal est l'un des plus longs avec trois colonnes en première page du journal (*Eesti Postimees* 1898c). L'article commence par un commentaire décrivant le courage de Cavaignac¹⁹ : « cet exploit que le gouvernement aurait pu et dû accomplir depuis longtemps, a enfin été réalisé, lorsque l'État était presque menacé par une guerre civile »²⁰. Selon la loi française, Dreyfus devrait être libéré, quelle que soit la décision de la Cour de cassation, mais par crainte d'une rébellion des antirevisionnistes, il reste emprisonné. Cette explication de crainte d'une révolte est compréhensible, mais la violation de la loi renforce la conviction des antidreyfusards de sa culpabilité. Tandis que les antirevisionnistes, c'est-à-dire les partisans de Déroulède, ont été bien préparés, ils veulent même fonder une nouvelle association. Ce mouvement nationaliste a divisé la société française en

¹⁷ Ma lugesin, et üks rahvasaadik Dreyfus'i asjus seletust saab küsima. Kui keiser minult (Shwarzkopfenilt) küsib, siis ütlen ma, et mul selle Juudiga ialgi ühendust pole olnud. Kui Teilt küsitakse, siis ütlege sedasama, sest keegi ei pea iganes teada saama, mis temaga on sündinud. (Idem.)

¹⁸ Et Henry alatu wõltsija oli, seda ei pannud see isamaalik isand oma kõnes sugugi pahaks .../.

¹⁹ .../kes wiiamaks julgust leidis/...

²⁰ See imetegu, mida Prantsuse walitsusmehed juba ammugi teha wõisiwad ja tegema oleksiwad pidanud, on nüüd ometi toime saadetud, alles nüüd, mil riiki juba peaaegu kodusõda ähwardanud.

deux, « les Dreyfusards et les Français »²¹, ce qui affirme notre supposition sur la détermination des antidreyfusards.

Le ton de l'article est encourageant grâce à la volonté politique qui arrive en France pour réviser le procès. Nous l'observons dans cette description : « le premier ministre, Brisson, qui a finalement trouvé le courage pour commencer à inciser l'abcès, qui empeste non seulement la France, mais déjà le monde entier »²². Pour que le lecteur comprenne qu'une grande lutte a commencé, il annonce : « maintenant va commencer le grand combat des journaux de manière verbale pour l'innocence et la culpabilité de Dreyfus »²³.

Ce résumé, illustré avec les dates précises, commence à partir du 15 octobre 1894. L'article juge l'injustice : « Les juges ont falsifié les preuves pour rendre Dreyfus coupable »²⁴. Parmi les événements de 1897, l'on mentionne pour la première fois Scheurer-Kestner, le vice-président du Sénat français, qui avait trouvé divers témoignages concernant l'innocence de Dreyfus.²⁵ Son rôle dans le combat pour convaincre le public ainsi que les institutions de l'innocence de Dreyfus est marquant. On nous cite Demange, l'avocat de Dreyfus pendant le premier procès, qui découvre l'erreur que l'un des témoignages n'a été présenté ni à l'accusé ni à son avocat, de plus Picquart est celui qui a découvert l'auteur de falsification du bordereau.²⁶ Ensuite, un tournant est lancé dans la presse française et dans le débat, ce qui n'existe pas dans la presse estonienne. L'article a également avoué la volonté politique d'étouffer l'Affaire en France. Nous le voyons dans la description de la fuite d'Esterhazy, « il avait été

²¹ Seewastu pidas paar päewa enne otsustamist tuttav Derouléde suure rahwa-koosoleku ära, millest umbes poolteist tuhat « isamaalast » osa wõttis /.../ Deroulédes jagas oma kihutises kõnes Prantslased kahte karja : ühed olla Dreyfuslased, teised Prantslased ! Ta kutsus koosolekut üles, uut isamaalaste ühisust asutama /... .

²² Praegune pääminister Brisson on see mees, kes omati wiimaks julgust leidis, nuga kätte wõtta ja paiset lõikama hakata, mis mitte ainult Prantsusemaad, waid juba terwet maailma halwa lõhnaga täitis.

²³ Ja nüüd algas siis suur ajaleheline ja suusõnaline wõitlus Dreyfus'i süütuse ja süü eest.

²⁴ Kohtunikud wõltsisiwad Dreyfus'i süüdlaseks.

²⁵ .../hra ScheurerKestner, Prantsuse senati asepresident olla mitmesuguseid tunnistusi Dreyfus'i süütause kohta leidnud.

²⁶ Demange oli oma ametivennalt kuulnud, et sõjakohtu protsessi puhul üks tunnistus ette pandud, mida kohus kaebealusele ega ka tema adwokadile ei olewat näidanudgi, ja Picquart olla leidnud, kes selle tunnistuse (nõndanimetatud borderoo) kirjutanud.

averti et conseillé de s'exiler en Angleterre »²⁷. Là, Esterhazy se serait reconnu comme l'auteur de bordereau. Le concept de bordereau se reposait sur sa crédibilité grâce aux nombreux témoignages oraux suffisants. De retour à Paris, Esterhazy déclare que cet entretien comme témoignage a été inventé, mais le journal londonien *The Observer* confirme l'existence des témoins.²⁸

Toutefois, en lisant les articles de la presse estonienne, il faut rester attentif aux dates et aux noms. Dans cet article analysé, Mathieu Dreyfus, le frère aîné de Dreyfus, était présenté comme son fils.

Les lettres du correspondant à Paris, publiées les 5, 7 et 26 octobre 1898, sont parues sur la une du journal *Postimees*. Elles sont pertinentes en raison de leur authenticité et des descriptions détaillées fournies par le correspondant, signé O.K. Il a révélé dans l'article publié le 5 octobre avoir participé à la réunion organisée par Paul Déroulède avec les antirevisionnistes en présentant sa carte de journaliste de *Postimees*, ce qui l'avait fait passé comme journaliste russe²⁹. L'éditeur de l'article indique en bas de page que « la publication des carnets de voyage en Espagne et en Italie effectués par notre « jeune ami », est mise en attente, car les lettres de Paris concernant l'Affaire sont plus pertinentes »³⁰.

Pour identifier le correspondant, nous avons examiné la Base de données Biographiques Estoniennes, ISIK, qui indique quinze correspondances possibles. Il s'agit probablement d'Oskar Kallas, qui a résidé à l'étranger entre 1898 et 1899 (*Postimees*, 1938 : 5). Aucun des quatorze autres correspondants n'est en âge d'exercer la fonction de correspondant à l'étranger. Pour trouver la confirmation du voyage d'Oskar Kallas, nous avons consulté l'ouvrage *Postimees 1857–1907 : 50-aastase kestuse mälestuseks*, publié par Jürgenstein et Kitzberg (1909). Ce livre évoque

²⁷ .../Esterhazyd lasti hoiatada ja talle nõuu anda, et ta Inglismaale põgeneks.

²⁸ Esterhazy, kes wahepeal Pariisi tagasi on tulnud, awaldas seletuse, et Londoni lehed õiged ei wõi olla, ta ei olewat nõnda mitte kõnelenud. Leht omalt poolt kinnitab aga weel kord, et Esterhazy tunnistajate kuuldes nõnda rääkinud.

²⁹ „Kus pileet?“ „Olen journaliste.“ „Teie kaart?“ „Siin!“ „Ah, soo, Wenemaalt, Vive la Russie, muidugi karjute meie poolt?“ Olin sees.

³⁰ Kuna herra O. K. Italia ja Hispania reisi kirjeldused wähem wananemist kardawad, peawad nad esiotsa korda ootama jääma, noore sõbra Pariisi praeguste olude kohta käiwaid kirjasid peame kohe awaldama hakkama, sest et nad muidu ajast läheksiwad.

le travail d'Oskar Kallas à Saint-Pétersbourg entre 1895 et 1903, mais ne précise pas son voyage à Paris. En tant que co-proprétaire de *Postimees*, il a contribué au journal en tant que collaborateur entre 1896 et 1901 (ISIK, Oskar Kallas, 2004). Nous avons également examiné le registre des collaborateurs de *Postimees* où l'on trouve les références aux numéros d'édition des journaux, mais qui ne confirme pas son engagement durant cette période (Rahvusarhiiv, 2025). Les correspondances privées de Jaan Tõnisson sont conservées au Musée littéraire estonien, mais aucune correspondance de l'époque n'y est présente (Eesti Kirjandusmuuseum, 2004). Toutefois, l'auteur Veera Pino nous affirme qu'en 1898, Oskar Kallas a effectué un voyage en Allemagne, en Suisse, en France, en Italie, en Espagne et en Angleterre, entre le 17 juin et le 30 octobre. Pino ajoute qu'Oskar Kallas a travaillé comme journaliste en France et a envoyé des récits de voyage au *Postimees*. De plus, les lettres d'Oskar Kallas ont été publiées le plus fréquemment en octobre, durant la période qui nous intéresse dans ses trois lettres. (1998 : 50)

La lettre du 5 octobre, qui est publiée sur la première page du journal sous le titre « À propos de l'anxiété à Paris »³¹ révèle l'atmosphère sociale et politique instable de cette période (*Postimees* 1898a). Le correspondant commence sa lettre par une description émotionnelle. Il semble connaître son lectorat estonien, car il choisit des exemples qui permettent de s'imaginer dans une situation pareille. À partir de cette lettre, la distinction entre les dreyfusards et les antidreyfusards devient claire. Le comportement imprévisible des antidreyfusards se manifeste à travers leurs malédictions et leurs jurons. Il leur ne manque pas les appels, « Les Juifs à la potence ! Cracher sur Brisson ! »³². Les dreyfusards se différencient des antidreyfusards par leur absence de la volonté de se justifier, mais ils s'inquiètent de l'injustice et de l'usage de la force par les généraux³³. Un autre exemple imaginaire de la vie quotidienne illustre la dépendance de la qualité du coiffeur à l'opinion politique³⁴. Pour représenter le détournement de la vérité et la montée de l'anarchie, il fait part d'une réunion de la

³¹ Parisi ärewusest.

³² Ja selle järel puistab ta ju pääle, kui ta Dreyfus'i wastane on, tündri kaupa sajatusi ja needusi ja muid sedasorti õnnistust (muidugi oma wastaliste kohta) ja nõuab lõpuks, et sa talle õiguse annad ja ka ühes karjud : Juudid wõllasse ! Süljakem Brisson'i pääle ! ja muid ilmasüta soowisid.

³³ On ta Dreyfus'i poolt, siis ei kobrusta ja wahuta ta küll mitte nii wõimsalt, aga ta nutulaul kindralite ülekohtust ja wäewõimu wallast jne. (*Postimees*, 05.10. 1898)

³⁴ „Mis, Teie olete Dreyfus'i poolt ; ja niisugune äraandja on minu habet ajamas !“

Société des écrivains où les divergences d'opinions s'apaisent, car l'autorité assure discrètement à chacun qu'il a raison³⁵. Le correspondant affirme que la peur de la guerre civile et l'absence d'État de droit s'est installée à partir du procès, incitant les parties à recourir à la violence³⁶. Dans la deuxième partie de cette lettre, le correspondant montre la divergence des opinions dans les journaux, soulignant le discours insultant de *L'Intransigeant* à propos de Brisson : « Le vieux lâche est sous protection des policiers »³⁷. À Paris, l'atmosphère est tendue et les deux camps, les dreyfusards et les antidreyfusards, sont en conflit et se battent entre eux. L'auteur commente également l'intervention de la police pour séparer les conflits, prenant toujours parti du côté des antidreyfusards³⁸. Les médias des dreyfusards commentent cette intervention comme une préparation du gouvernement à une rébellion³⁹. L'avenir de cet aperçu ne semble pas prometteur, les articles discutent de la récession économique et le débat oppose les antirevisionnistes à la révision du procès, qui organisent des réunions avec Déroulède pour préparer une forte opposition⁴⁰. Pour un aperçu plus précis de la réunion, l'auteur affirme le rétablissement de la Ligue des Patriotes, en ironisant à propos de Déroulède, qui a dû serrer la main à tous les participants⁴¹. L'auteur continue à se moquer des antidreyfusards, et le décès d'Henry est communiqué d'une manière caricaturale.

³⁵ Mul tuleb aga niisuguse tülamise aegu üts õndsa kirjameeste seltsi wiimastest koosolekutest meelde. Sää! – noh räägime õige ettewaatliskult – läksiwad arwamised ka wäga lahku. /.../ Sää! siis, kui waimud ärewel oliwad, käis habemega rahuingel ümber toa ja sosistas /.../ Ja ärewuselaened langesiwad : „sest kõrge herra on mulle ju õiguse andnud,“ trööstisiwad end suuremad kõrimehed.

³⁶ Räägitakse juba kõnedes kodusõjast ja muust ; tänini on seda kodusõda rusikate ja keppide abil peetud. Aga ärewus on suur. /.../ Aga sel riikul on tõesti oma wäga tõsine külg : ta paneb wabariigi ehituse wärisema, kuni aluseni.

³⁷ Wana argpüks Brisson'i kaitsesiwad igast küljest politseimehed.

³⁸ Politsei oli nähtawalt Dreyfus'i wastaliste poolt, ja sellega erapoolik.

³⁹ Selle wiisi pääl walmistab walitsus ise mässu ette.

⁴⁰ Nüüd hädalewad kõik, et see asi kauplemise kängu paneb – mitmed suured poodid olla omad ukсед kinni pannud ; ka tööstuse pääle mõjuwat ta ülikahjulikult. Pääküsimus, mis praegu kõik kihama paneb ja meeste pääst meeled näib wõtma, on : Kas rewisjon wõi ei? /.../ Rewisjoni poolt ja wasta kirjutawad need sajad ajalehed, mis Parisis ilmuwad, iga päew mitmed sajad ja tuhanded weerud – aga asi ei taha selguda.

⁴¹ .../ peab igamehele kätt andma, oma kätt raputada laskma .../.

La lettre du 7 octobre se trouve sur la première page du journal, où les événements autour de Dreyfus sont désignés comme « l’Affaire »⁴² (*Postimees* 1898b). Cette lettre vise à amuser le lecteur et illustre le désaccord profond décrivant les plans des antidreyfusards menés par Déroulède, qui cherchent à ruiner la grande course de chevaux, événement social auquel participent toujours les hommes d’État. Les opposants ont attendu Félix Faure en compagnie de son invité Witte, le ministre des Finances de Russie⁴³. Cette visite est marquante pour leur alliance stratégique.

Nous nous intéressons ici à la présentation de la contestation, dont il connaît parfaitement les détails, comme il n’a pas caché sa participation à la réunion des antidreyfusards, selon la lettre du 5 octobre. Il le présente en tant qu’observateur et ne répond pas aux attentes des antidreyfusards en tant qu’un journaliste russe. Il constate que « la préparation n’a servi à rien »⁴⁴ et montre la déception des antidreyfusards « D’accord, Faure a eu peur, c’est pourquoi il n’est pas venu »⁴⁵. Il ne leur manque pas des événements autour de l’Affaire, même les dreyfusards se moquent des antidreyfusards, c’est-à-dire les nationalistes, d’avoir bu de la bière allemande⁴⁶.

La troisième lettre de O.K. est publiée le 26 octobre sous le titre « La politique de l’amitié, les droits des écrivains Français en Russie et la question de l’Alsace-Lorraine »⁴⁷ (*Postimees* 1898c). La politique de l’amitié aborde l’Affaire sous un angle international, commentant que l’amitié repose sur le principe de soin⁴⁸. Il apparaît néanmoins que les Français sont plus disposés de cette amitié que les Russes qui

⁴² Põhjuseks on muidugi siin, nii kui igas muus asjad „affaire,“ nimelt Dreyfus’i tüli.

⁴³ Neil kahel korral ilmuwad tawaliselt ka wabariigi esimees ja kõrgemad ametnikud. Ka sedakorda oodati F. Faure’t, ja Wene ministert Wittet, kes praegu Parisis wiibib, aga asjata. /.../ Jutt oli wäljas Dreyfus’i tahetakse Parisi tagasi tuua. /.../ Wennad, tulge kokku seadke endid pikkades ridades mõlemale poole teed ja karjuge, mis kõri kannab : Kadugu äraandja, kadugu Dreyfus ! Karjuge nii, et Faure asjast aru saab ja teab, et meil Dreyfus’i tarwis, siia Parisi tarwis ei ole.

⁴⁴ Kõigest ettewalmistamistest /.../ ei olnud kasu ühtigi, sest Faure ei tulnud.

⁴⁵ Ahah, Faure kartis, sellepärast ei tulnud.

⁴⁶ Wastus tuli Dreyfus’i sõprade poolt. /.../ „Määrake ometi see sada rubla joodud õlle tasumiseks, siis on asi kummaltgi poolt korras“ – ja tähendab weel naerdes, et koosolijad, kes „kadugu sakslased“ karjusiwad, ennast Saksa õllega karastanud olla.

⁴⁷ Politika-sõprusest, Prantsuse kirjanikkude õigused Wenemaal ’Elsass-Lothringi küsimus.

⁴⁸ .../põhjusemõtte järel toimib.../

abordent cela avec « sang-froid »⁴⁹. Lors de la guerre franco-prussienne, la France a compté sur l'aide internationale, qui n'est jamais arrivée. En raison de son instabilité intérieure, elle est restée isolée jusqu'à la naissance de l'alliance franco-russe secrète en 1891 (Deblowitz 1899 : 581). Cette amitié a permis à la France de retrouver une place active dans la diplomatie, comme l'illustre le commentaire d'O.K. Celui-ci confirme les soupçons des Français selon lesquels les Russes s'intéressent davantage à leur culture qu'à leurs marchandises, profitant de l'absence d'une loi réglant les bénéfices des écrivains étrangers⁵⁰. Les Français, en revanche, souhaitent se venger des Allemands et récupérer l'Alsace-Lorraine⁵¹.

Les trois lettres écrites par le correspondant Oskar Kallas, se distinguent par un style ironique d'observateur qui critique la société. Ce ton permet au lectorat estonien de saisir la complexité de la situation en France, c'est-à-dire de mettre en lumière la polarisation, la montée de la violence et la manipulation de l'opinion publique à travers les lettres. L'humour apparaît à travers les descriptions vivantes des actions menées par les antidreyfusards, tandis que l'ironie permet de révéler les contradictions internes de la société française tout en échappant à la censure.

L'article d'*Eesti Postimees ehk Näddalileht*, publié le 26 novembre 1898, se trouve en une du journal sur une moitié de colonne (*Eesti Postimees* 1898d). Le sujet évoque le moment précédent la condamnation de Picquart par le Conseil de guerre. L'article répète les idées de l'article publié le 3 septembre, en soulignant encore une fois l'importance de Picquart, qui a compris le procès et ne craint pas de défendre la vérité. Picquart y est présenté comme « un persécuté qui, d'une part, est le seul à oser dire la vérité sur Dreyfus, et qui, de l'autre part, reste incompréhensible dans la mesure où l'on craint qu'il mette au jour les manœuvres obscures d'Esterhazy »⁵². Étant le seul

⁴⁹ „Wenelane näikse asja kohta kaunis külmawereline olewat.

⁵⁰ Wenemaa meie kaupa ei tarwita ; waadake ometi, kuidas meie näitemängud ja uudisjutud Wenemaal lahkesti wäetakse.../ Wiimases kaebuses on prantslastel küll sula õigus.../Ei ole weel nii kaugele jõutud, et wõõramaa kirjaniku omanduseõigus ka Wenemaal kaitstud oleks.

⁵¹ Kui prantslane wenelase rinnale katsus langeda ja sõprust ning ühendust soetada, siis oli tal päätaga-kihutajaks „revanche,“ lootus, et uue sõbra abil sakslastele kätte saab maksta, et ta Elsass-Lottringi jälle tagasi wõidab.

⁵² Mispärast seda ohwitseri, kes Dreyfus'i kohta tõtt julgeb tunnista ja Esterhazy musta tegewuse pääle walgust püüab heita, nii wäga taga kiusatakse.

dans l'État-major, à connaître les détails de la persécution de Dreyfus, il fait craindre ses officiers supérieurs et les anciens ministres de la Guerre :

Lorsque les anciens ministres de la Guerre avaient tenté de prouver la culpabilité de Dreyfus devant la Cour de cassation en faisant appel à leur compétence en rhétorique, aucun des membres du tribunal ne s'opposait plus à la révision⁵³.

La même peur de la révélation de la vérité conduit à poursuivre le procès de Picquart pour le condamner. La seule arme de ses supérieurs consiste à mettre en doute les témoignages de Picquart avant qu'ils soient prononcés⁵⁴. L'article montre comment l'on sait d'avance que grâce à Picquart, que la Cour de cassation annulera la décision de 1894, ce qui est appelé « un secret de Polichinelle ».

L'article d'*Olewik*, publié le 29 décembre en 1898 se trouve sur la huitième page, en deux colonnes (*Olewik* 1898b). Le ton de cet article est plus concret selon l'auteur, les vrais coupables de l'Affaire sont les hommes autour du pouvoir, qui « eux-mêmes ou par leurs amis brouillent les faits à tel point que personne ne comprend »⁵⁵. Une telle référence condamne l'injustice, la valeur défendue par *Olewik*, mais ne déclare ni l'innocence de Dreyfus, ni la culpabilité des antidreyfusards. La phrase suivante illustre sa position confuse : « l'Affaire Dreyfus est un tel désordre qu'il est impossible de comprendre qui a raison ou qui subit l'injustice »⁵⁶. Son rédacteur en chef, Grenzstein, a souffert à cette époque du départ de ses coauteurs, mais voulait toujours échapper à la censure. Cependant il reste sceptique : « les partisans de Dreyfus

⁵³ Aga kui endised sõjaministrid kassatsioonikohtu ees suure kõneosawusega Dreyfus'i süüdi oliwad püüdnud tõeks teha, ei jäänud kohtuliikmetest enam ainusgi rewideerimise wastaseks.

⁵⁴ Ainuus abinõuu, seda meest kahjutaks teha, on siis see, et tema tunnistust juba enne-aegselt kahtlaseks püütakse teha.

⁵⁵ Süüdlaste hulgas on sagedaste wõimumehi, kes ise ja oma sõprade läbi asja nõnda segawad, et tast keegi aru ei pea saama.

⁵⁶ Dreyfus'i asi on niisugune segadus, millest wõimata on arusaada, kellel sääl õigus on, wõi kes süüdi kannatab.

semblent gagner »⁵⁷. D'autre part, les antidreyfusards défendent la décision pour respecter leur patrie et l'armée⁵⁸.

L'article se compose de rumeurs pour illustrer la confusion qui règne en France. Alors que les dreyfusards semblent gagner, les antidreyfusards lancent la rumeur que Dreyfus avait lui-même reconnu sa culpabilité. Par exemple Lebrun-Renault, qui ne voulait plus se souvenir de ce que Dreyfus avait dit⁵⁹. Les exemples décrits montrent comment l'auteur construit une opposition compréhensible aux valeurs humaines ridicules que l'homme porte quelle que soit sa fonction dans la société, par exemple la malhonnêteté. L'article continue à révéler les opinions des nationalistes qui réclament que la situation à Paris leur rappelle celle de cent ans auparavant et que le système juridique ne protège que les voleurs et les traîtres⁶⁰. Les antidreyfusards, c'est-à-dire les nationalistes, annoncent aussi la création d'une nouvelle association, « l'Union patriotique »⁶¹ dont l'objectif n'est pas résoudre le problème de l'injustice, mais d'apaiser les disputes. Le résumé des événements revient à l'année 1893 en notant que tout a commencé « par la disparition des documents plus ou moins importants »⁶². L'auteur appelle le bordereau « la seule preuve pertinente »⁶³, ce qui reste incompréhensible comme évaluation sachant que l'article est publié le 29 juin 1899. À l'époque, il était clair qu'une des lettres dans le bordereau était un faux, « ni l'accusé ni son avocat n'avaient vus les documents secrets »⁶⁴. Le premier point tournant dans

⁵⁷ Kipuwad Dreyfus'i poolehoidjad wõitma.

⁵⁸ Ühed seisawad Dreyfusi eest ja kinnitawad et nende südame tunnistus ei luba, et õigele inimesele ülekohtu tehtakse, wastased kostawad jälle, et nende isamaa armastust haawatakse selle läbi, kui sõjakohtu otsusega rahul ei olda ja äraandja eest seistakse.

⁵⁹ Nagu aga näha, kipuwad Dreyfusi poole hoidjad wõitma. Kui dokumentide järele tegemine awalikuks tuli/.../siis kostsiwad wastased, et Dreyfus ise olla tunnistanud, et ta süüdlane on. /.../ Nüüd on kassatsiooni kohus päälikut Lebrun-Renaulti ülekuulanud, kellele Dreyfus oma süüdi olewat tunnistanud. See tunnistusemees ütelnud, et tema ei pea enam mäletama, mis Dreyfus sel ajal on ütelnud. /.../ Dreyfus Prantsuse maale tagasi on toodud, see jutt tunnistati aga tühjaks.

⁶⁰ Parisis uulitsad ja turud niisamasuguses olekus on, kui sada aastat tagasi suure mässu aegu. /.../ Kassatsiooni kohus kaitswat wargaid ja äraandjaid.

⁶¹ Weel üks uus selts on Parisi asutatud, millele „Isamaalik rahuühendus“ nimeks on pandud.

⁶² .../kirjade seast mõned enam ehk vähem tähtsad dokumendid kadunud on.

⁶³ Ainus asjalik tunnistus oli nim. bordereau

⁶⁴ Seal laskis aga.../sala dokumendid ette panna, millest ei kohtualune, ega ka selle adwokat midagi teada ei saanud.

l'opinion publique selon ce résumé est le bordereau publié par le journal *Le Matin* le 10 novembre 1896, peu avant que Scheurer-Kestner se soit engagé. La deuxième a commencé par la publication de « J'accuse... ! » au début de 1898. L'auteur de l'article révèle que le désir des hauts généraux d'étouffer la justice est resté incompris⁶⁵.

L'article du journal *Eesti Postimees ehk Näddalileht* (*Eesti Postimees* 1898e) se trouve sur la première page et est d'une longueur d'un quart de colonne. Il décrit aussi la nouvelle association. Il est publié le 31 décembre 1898. L'article affirme également que l'objet du nouveau parti est de dissimuler les divisions d'opinion, « Ce parti visait à apaiser les esprits irrités et à cacher les fractures que l'Affaire Dreyfus a évoqué parmi les Français »⁶⁶ Cependant, alors que l'article d'*Olewik* n'a pas mentionné, ni nommé ceux qui se sont engagés dans la nouvelle partie, cet article l'a fait. Notre article explique également les promesses de « se manifester par la parole et l'action pour tenter de sauver l'État de l'agitation et de l'inquiétude »⁶⁷. Cette formulation reflète l'incertitude concernant la capacité des antidreyfusards à sauver le pays de la manière dont ils le souhaitent ainsi que la peur de la guerre civile. Toutefois, *Eesti Postimees* s'oppose aux antidreyfusards, alors qu'*Olewik* ne s'y oppose pas et s'exprime d'une manière vivement émotionnelle.

Nous allons nous intéresser à un article publié par *Sakala* le 16 février en 1899 (*Sakala* 1899). L'article est écrit dans un style figuratif : « La France semble écrasée par un destin furieux »⁶⁸. Par la suite de la disparition de Félix Faure, la chute de la Troisième République était redoutée.⁶⁹ L'article se concentre à décrire « le nouvel homme »⁷⁰ à l'Élysée et met en lumière les désaccords entre « les partisans de la guerre et les

⁶⁵ Mispärast mõned kindralid nii kõigest väest õigust maha suruda püüdsiwad, on ikka alles arusaamata.

⁶⁶ See erakond tahab rahwa ärritatud meeli waigistada ning lõhesid, mis Dreyfus'i asi Prantslaste seas on sünnitanud, kinni toppida.

⁶⁷ Ühisuse liikmed lubawad sõna ja teoga isamaa tasude eest wälja astuda ning riiki meeletuma rahutuse ja ärewuse käest päästa püüda.

⁶⁸ Prantsusemaad näib nagu kuri saatus rõhuma.

⁶⁹ Wahest juba kolmanda wabariigi alusmüüri kardeti kokku langewat/.../selsamal ajal kustub surma wali käsi osawa ja kõikidest auustatud presidendi Félix Faure mõne tunnilise haiguse järele igawese hingusele.

⁷⁰ „Uus mees“ on Elysee palees.

patriotes »⁷¹. Les antirevisionnistes estiment que le nouveau président Loubet favorise la clarification de cette Affaire et essaient de « salir [s]a réputation avec la boue du scandale de Panama »⁷², qui date de l'époque où il était Premier ministre en 1892. De nouveau, les exemples écrits critiquent leurs actions. L'auteur inclut également des journaux plus extrêmes, avec des vues nationalistes qui « crachaient du feu à l'objectif pour signifier que si Loubet ne partait pas, il serait expulsé »⁷³. Les descriptions vivantes sont négatives et fortement critiques envers les événements créés par les nationalistes antirevisionnistes.

L'article publié le 28 mai en 1899 par *Eesti Postimehe Missioni-Leht* est la seule publication à l'époque dans la presse estonienne qui a dédié l'article sur les Juifs, notamment ceux d'Odessa (*Missioni-Leht* 1898). L'article se trouve à la vingtième page de journal. Nous avons examiné au début de ce mémoire que les Juifs qui habitent en Estonie ne font pas partie des Juifs d'Odessa. L'article constate que l'Affaire Dreyfus a provoqué un nouvel réveil de conscience chez les Juifs d'Odessa qui font un parallèle entre l'injustice Dreyfus et celle de Jésus de Nazareth. La position de cette nouvelle partie interprète une demande pour la révision de l'Affaire en tirant un parallèle avec la condamnation de Jésus dans l'histoire. Ce parti vise à défendre Dreyfus, « ils ont compris qu'un officier d'origine juive subit une punition sans être coupable et que le procès valait une révision »⁷⁴. Toutefois, l'objectif de cet article est montrer l'humanité et le courage à regretter l'erreur commise quel que soit le temps passé. Ils demandent une révision symbolique concernant la mort de Jésus pour montrer leur solidarité et demander en échange un service pour réviser l'Affaire Dreyfus.

3.4 L'annulation du procès Dreyfus est confirmée

L'événement principal de cette période est l'annulation du procès de Dreyfus le 3 juin 1899. Les principaux journaux de cette période sont *Postimees*, *Olewik*, *Saarlane*, *Eesti Postimees*, *Sakala* et *Uus Aeg*, qui ont publié au total 28 articles. Cependant,

⁷¹ Sõja parteimehed ja isamaalased.

⁷² Ta Dreyfus'i asja selgitamise poolt on ja püüavad teda tubliste Panama mudaga määrada.

⁷³ Üks osa ajakirjandust sülitab tuld ja tähendas, et kui Lube'e ise minema ei kasi, siis ta warsti minema saab kihutatud.

⁷⁴ Neile sai selgeks, et Juudi soost päälük Dreyfus Parisis ilmasüütalt karistust kannatab ja et tema asi rewideerimist nõuab.

Postimees se distingue des autres avec le plus grand nombre d'articles publiés, au total 14. Le nombre de publications des autres ne varie pas significativement de l'un à l'autre, mais nous remarquons dans le tableau 4 ci-dessous qu'*Olewik* et *Uus Aeg* ont publié le même nombre d'articles, quatre chacun.

Les articles de *Postimees* varient en longueur, d'une phrase à cinq colonnes. Les articles publiés en juillet annoncent le début du procès de Rennes. Les articles d'*Olewik* sont moins variables en longueur, à l'exception de celui publié le 29 juin 1899. Il s'agit d'un article qui résume le procès. *Saarlane* a publié trois articles d'une colonne. Il est remarquable que celui publié le 10 juin est de nouveau identique à celui publié par *Eesti Postimehe Missioni-leht* le 28 mai concernant les Juifs d'Odessa et leur lien avec l'Affaire. À cette époque, *Eesti Postimees* a publié uniquement deux articles de longueur une moitié de la colonne. *Sakala* a publié un seul article donnant une brève nouvelle sur l'Affaire. Quatre articles publiés par *Uus Aeg* font une moitié de colonne. L'article publié le 18 juin décrit la vie de Dreyfus sur l'Île du Diable comme *Postimees* l'a mentionné précédemment.

Événement	Articles au total	<i>Postimees</i>	<i>Olewik</i>	<i>Saarlane</i>	<i>Eesti Postimees</i>	<i>Sakala</i>	<i>Uus Aeg</i>
L'annulation du procès Dreyfus	28	14	4	3	2	1	4

Tableau 4. Nombre d'articles publiés pendant la période d'annulation du procès Dreyfus.

L'article publié le 29 juin 1899 par *Olewik* résume également les événements afin de clarifier le contexte avant le début du nouveau procès à Rennes (*Olewik* 1899a). L'article constate que Dreyfus sera libéré, et qu'il est peu probable qu'une autre décision soit prise lors de ce procès à cause du manque de preuves matérielles⁷⁵. Cet article révèle une nouvelle preuve, le petit bleu. L'article constate qu'il est confirmé que l'opinion sur la question juive était divisée. Les antisémites soupçonnent Dreyfus dans l'armée en raison de son origine, qu'ils ne peuvent pas accepter.

⁷⁵ .../mõistetakse Dreyfus wabaks. Teistsugust otsust wõib waewalt tulla, sest et mingisugust tunnistust pole, mis süüd selgeks wõiks teha.

Les doutes de Picquart apportent une nouvelle preuve, le petit bleu, qui n'a pas été mentionné précédemment. L'envoi de Picquart en Tunisie est commenté d'une manière qui tente à convaincre le lectorat que le journal est devenu dreyfusard : « le témoin encombrant avait été mis de côté »⁷⁶. Cependant, il est évoqué dans la description de l'engagement des intellectuels comme Scheurer Kestner, Mathieu Dreyfus et Émile Zola ainsi que Bernard Lazare qui est appelé « écrivain juif »⁷⁷. Le tournant selon l'article a eu lieu avec le suicide d'Henry. L'auteur pose la question : « Pourquoi la justice est-elle étouffée ? »⁷⁸ et répond : « Dreyfus sera acquitté et l'Affaire prendra fin »⁷⁹. Cette proclamation à la fin révèle que l'auteur a compris ce qui s'est passé, mais pour une quelconque raison, ne le condamne pas.

3.5 La représentation du procès à Rennes

La représentation du procès à Rennes est l'événement central de la dernière période, qui commence quelques jours avant le début du procès de Rennes, le 28 juillet.

Postimees lance une série d'articles intitulée « Le procès Dreyfus »⁸⁰, dans l'objectif de tenir le lectorat au courant de la situation. Au total, ont été publiés 49 articles, dont 26 par *Postimees*. Les autres journaux : *Olewik*, *Saarlane*, *Eesti Postimees*, *Sakala* et *Uus Aeg* publient entre quatre à six articles. Le tableau numéro cinq ci-dessous illustre le nombre des articles publiés lors de cette période.

Les articles du *Postimees* varient en longueur, d'une colonne à quatre, et sont plus descriptifs qu'analytiques. Du 28 juillet au 25 août, une nouvelle sous-section est apparue dans la rubrique des actualités étrangères, « Le procès Dreyfus » résumant les événements les plus récents. Les articles s'inspirent des sténographies du *Figaro*. À partir du 2 septembre, le sous-titre disparaît, mais nous retrouvons de temps en temps des articles écrits de manière similaire sous le nom « À propos de l'Affaire Dreyfus »⁸¹. L'article du *Postimees* publié le 2 septembre est identique à celui publié par *Eesti Postimees* le même jour. *Sakala* publie six articles de longueur courte en moyenne, variant d'une phrase à deux colonnes. *Uus Aeg* a publié quatre articles, dont

⁷⁶ Sellega oli üks tülikas tunnistaja teelt ära toimetatud.

⁷⁷ .../juudikirjanik Bernard Lazare.../.

⁷⁸ Mispärast kindralid kõigest väest õigust maha suruda püüdsiwad, on ikka alles arusaamata.

⁷⁹ Mõistetakse Dreyfus wabaks ning asjal ongi lõpp.

⁸⁰ Dreyfus'i protsessist.

⁸¹ Dreyfus'i asjast.

la longueur varie entre un demi et une colonne et demie. Il est intéressant de noter que l'article du 13 août est sous-titré « Le procès Dreyfus en tant qu'affaire internationale »⁸². Il ne présente aucune analyse, mais se concentre sur la publication d'extraits. *Saarlane* publie également quatre articles sur cette Affaire, mais se distingue par ses articles très courts, au maximum une colonne.

Événement	Articles au total	<i>Postimees</i>	<i>Olewik</i>	<i>Saarlane</i>	<i>Eesti Postimees</i>	<i>Sakala</i>	<i>Uus Aeg</i>
La représentat ion du procès à Rennes	49	26	4	4	5	6	4

Tableau 5. Nombre d'articles publiés pendant la période du procès à Rennes.

À cette époque, *Olewik* publie quatre articles courtes de longueur variable, d'une moitié de la colonne à deux colonnes. Celui publié le 10 août se distingue des autres par son ton provocateur. (*Olewik 1899b*) L'article commence par un commentaire : « Dreyfus ! Ce nom seul agite les esprits qui s'intéressent au politique ou non »⁸³ et vise à mettre en évidence les différences entre la politique intérieure française et étrangère en Europe concernant l'Affaire Dreyfus. Les pays étrangers soutiennent Dreyfus, et attendent savoir, si la justice triomphera où l'injustice continuera. En ce qui concerne la polarisation de la politique intérieure française, l'auteur ne distingue pas les Français par leur polarisation, au contraire, il les appelle par les actions rebelles des antidreyfusards, « Les Français, qui lèvent leur poing et réclament « Vive l'armée ! » c'est-à-dire « Vive la République ! » »⁸⁴. Selon les descriptions, où l'âme

⁸² Dreyfus'i protsess rahvusvahelise asjana.

⁸³ Dreyfus ! juba see nimi paneb politika ja mitte politika meeste meeled ärevusse.

⁸⁴ Prantslane pigistab seda kuuldes kas käe rusikasse ja karjub : „Elagu sõjawägi“ ehk hüüab : „Elagu wabariik!“.

française continue de combattre en tout cas, et que Dreyfus n'est qu'une des figures de ce combat qui continue⁸⁵, l'auteur ne juge pas les antidreyfusards.

L'article commente également le discours du général Mercier, le ministre de la Guerre en France en 1894. À partir du déroulement de l'Affaire, il était convaincu dans la culpabilité de Dreyfus et lors des années, sa position était contre la révision du procès. En ce qui concerne le ton de l'article, il reste incompréhensible pourquoi l'auteur le qualifie en « un discours vaine »⁸⁶. Toutefois cela ne lui empêche pas douter dans l'innocence de Dreyfus⁸⁷.

En comparaison avec l'article d'*Eesti Postimees*, publié le 12 août, *Olewik* laisse entendre que l'avocat de Dreyfus, Labori, a été abattu et que l'opinion publique française soupçonne que cet acte a été planifié par les antidreyfusards (*Eesti Postimees*, 1899). Il le mentionne et continue à décrire l'arrestation de Déroulède et Guérin.

L'article d'*Eesti Postimees*, publié sur le même sujet que celui d'*Olewik*, est divisé en sous-paragraphes dont le premier est « Le meurtre de Labori, le sauveur de Dreyfus »⁸⁸. Cependant, le titre semble être destiné à attirer l'attention sur le fait que les opposants sont prêts à aller jusqu'à une tentative de meurtre. Nous y découvrons que Labori est toujours vivant, mais blessé.

L'article aborde les mêmes thématiques de manière différente de l'article d'*Olewik*. Les commentaires sur le discours de Mercier le classifient comme ayant échoué et révèlent qu'il ne croit toujours pas dans l'innocence de Dreyfus :

Et qu'est-ce qui s'est passé ? Il n'y avait absolument rien de nouveau à révéler de la part ce brave général. Tout ce qu'il a présenté n'était que soupçons et des rumeurs venues des gens inconnues et de lettres douteuses – et de plus, rien d'autre que ce qui avait déjà été publié dans les journaux auparavant et largement diffusé.⁸⁹

⁸⁵ See wõitlus, /.../ on juba waremalt kestnud ja jääb ikka edasi kestma, küsimata sellest, kas Dreyfus õigeks ehk uuesti hukka mõistetakse.

⁸⁶ /.../ kõne sagedaste tühjaks sõnakõlinaks muutus, /.../.

⁸⁷ Sellepärast ei wõi veel midagi ütelda, missuguse otsusega protsess lõppeb.

⁸⁸ Dreyfus'i päästja, advokat Labori /.../.

⁸⁹ Ja mis sündis selle asemel ? Mitte ainust uut asja polnud tublil kindralil ilmutada ; kõik mis ta ette kandis, oliwad paljad umbkaudsed kahtlustused, tundmata inimeste suust ja kirjadest kokkuklopsitud kuulujutud, ja päälegi kõik ainult seesugused, mis ajalehtedes juba ennemast seisnud ja laiaks tallutud.

Le discours de Mercier a élargi l’Affaire à une question internationale. Selon ses fausses évoqués dans le discours, une nouvelle guerre avec l’Allemagne aurait pu être inévitable en 1895 à cause de Dreyfus, qui aurait vendu des secrets militaires⁹⁰. Selon son autre rumeur, l’Allemagne et l’Angleterre auraient donné 35 millions pour que Dreyfus soit sauvé⁹¹. L’article commente que Mercier a bien compris qu’il avait exagéré⁹². La raison de telles rumeurs est la peur de la révélation de la vérité, qui évoque une compréhension de ce que l’État-major a accompli. L’auteur ajoute que Mercier a obtenu secrètement quatre témoignages confidentiels pour le tribunal militaire de 1894, sans laisser à Dreyfus, ni à son défenseur la possibilité de les voir. Il a lui-même ordonné aux juges de déclarer Dreyfus coupable sur la base des documents, qu’il avait produits »⁹³. Une telle approche permet au lecteur de juger par lui-même les actes du protagoniste Mercier. L’article continue à chercher les preuves pour démontrer la culpabilité de Mercier, rappelant qu’il a même laissé démissionner 60 000 soldats du service sans consulter le président.

Dans la deuxième partie de l’article, « Le procès Dreyfus devant le Conseil de guerre à Rennes », le débat sur le vrai coupable, est révélé. Cependant, le lectorat le connaît dès la fin de la première partie qui décrit les faux de Mercier.

La fin de l’article a fait référence aux journaux de Londres et Bruxelles, montrant que le même débat se tient hors de la France et que là, ils sont convaincus dans son

⁹⁰ Mercier kirjeldas nimelt elawate wärwidega, et 1895 a. algul sõda Saksamaaga tulekul olnud – Dreyfus’i pärast muidugi. /.../ Saksa keiser lasknud Prantsuse riigi presidendilt nõuda, et see awalikult waleks tunnistaks, kui oleks Saksa keisril ja walitsusel Dreyfus’iga midagi tegemist olnud. Poleks Prantsuse walitsus seda nõuet kohe ja soowitud kujul täitnud, siis oleks sõda Saksamaaga lahti olnud.

⁹¹ Saksa- ja Inglismaa Dreyfus’i päästmiseks 35 miljoni oli ohwerdanud.

⁹² Mercier kirjeldada lugu liialdades ja seepärast walesti.

⁹³ Nii lasknud ta kord 60,000 soldatit teenistusest pileti pääle, ilma riigi presidendile selle üle kõige vähematgi teatust andmata. Ta oli nimelt 4 salatunnistust 1894. aastasele sõjakohtule salaja kätte muretsenud, ilma et Dreyfus ise wõi tema kaitsja neid nähagi saiwad. Päälegi oli ta, nagu ta nüüd ise pidi tunnistama, kohtunikudele sala käsu andnud, Dreyfus’i nende salapaberite põhjal süüdlaseks mõista, mis ka sündis.

innocence. Tandis qu'*Olewik* n'a rien commenté sur l'engagement de la presse étrangère.

3.6 L'Affaire suscite une nouvelle condamnation

La nouvelle condamnation de Dreyfus à Rennes n'a pas connu une grande publication dans la presse Estonienne. À l'époque, *Postimees*, *Eesti Postimees*, *Uus Aeg*, *Olewik* et *Saarlane* se sont engagés, et le plus marquant d'entre eux était *Postimees* qui a publié cinq articles sur les 11 publiés.

Postimees et *Uus Aeg* ont révélé que la lettre de grâce de Dreyfus serait publiée après son départ du pays. Ils ont également constaté la mort de Scheurer-Kestner et l'emprisonnement de Guerin avec ses camarades. *Postimees* marque le mécontentement de Dreyfus, qui est reconnaissant, mais désire récupérer son honneur. *Eesti Postimees* a commenté les réactions de journaux étrangers concernant la deuxième condamnation de Dreyfus. Ce qui nous étonne ici, c'est le plan idéologique, ou l'auteur qualifie le journal *Wremja* comme « antisémite intransigeant »⁹⁴. *Olewik* a publié un résumé de tout le procès en deux pages. Il déclare que le procès a été interrompu, cependant de nombreux intellectuels se sont engagés pour le sauver « les millions ont commencé à circuler » et commente ainsi l'importance de Dreyfus en termes d'objet de la lutte entre la nouvelle et l'ancienne vision du monde. La grâce présidentielle est communiquée dans cinq articles parus dans les journaux *Uus Aeg*, *Sakala*, *Saarlane*, et *Eesti Postimees*. *Sakala* affirme que pour Dreyfus, la liberté ne valait rien s'il ne retrouvait pas son honneur.

En 1900, le débat autour de la loi d'amnistie a été couvert par *Postimees*, *Uus Aeg* et *Sakala*. Au total neuf articles ont été publiés, *Postimees* en publiant cinq à propos du débat à l'Assemblée des députés. L'année 1901 n'a pas connu de grande publication, seul le journal *Eesti Postimees* a publié sur le conflit entre Dreyfus et son avocat Labori. En 1902, le mort d'Émile Zola a été communiquée par *Postimees* et *Sakala*. La nouvelle concernant la lettre de Dreyfus au ministre de la Guerre a été évoquée en 1903 et 1905 par *Postimees*. *Olewik*, *Eesti Postimees* et *Uus Aeg* ont également pris part au débat sur l'ouverture d'une nouvelle enquête. Au total, six articles ont été publiés. L'article publié en 1905 explique la différence entre l'amnistie, c'est-à-dire la

⁹⁴ Mõned leppimata juudiwastased (nagu meie „Now. Wremja“) maha arwata.../.

grâce parlementaire, et la grâce gouvernementale. Le dernier suspend l'exécution de la peine, tandis que la grâce parlementaire annule les effets du jugement.

La situation politique a changé au cours de ces années et plusieurs nouvelles publications ont également paru en 1906. Cette année-là, Dreyfus a été réhabilité, ce qui a été annoncé par sept publications dans la presse estonienne, notamment *Isamaa : rahvuslik-vabameelsel põhjusmõttel ilmuv Eesti politiline majandusline ja kirjandusline päevaleht* (*La patrie : journal politique, économique et littéraire estonien paraissant quotidiennement, fondé sur une pensée nationale et libérale*), *Walgus : Majesteedi Aleksandri II Nikolajevitshi XXV aasta juubeli mälestuseks priiannete kapitaaliga asutav Eesti rahva ajaleht* (*La Lumière : journal estonien du peuple, fondé grâce à un capital de dons volontaires, à l'occasion du 25^e jubilé du règne de Sa Majesté Alexandre II Nikolaïevitch*), *Kodumaa : politiline, kirjandusline ja majandusline ajaleht* (*Notre pays : journal politique, économique et littéraire*), *Koit* (*L'Aube*), *Päevaleht* (*Le Quotidien*), *Ristirahwa Pühapäeva-lehe Sõnumitooja* (*Le Messenger du Journal du dimanche du peuple chrétien*), *Postimees* (*Le Postillon*).

La fin de l'Affaire n'a pas attiré de l'intérêt comme précédemment. Les articles ont été courts, décrivant la situation en un paragraphe. Les journaux ont expliqué que l'Affaire serait une fois encore réexaminée et que les preuves auraient été falsifiées. L'article d'*Isamaa* se distingue des autres par son ton, qui révèle sa position antidreyfusarde. *Walgus* a donné une description plus approfondie expliquant l'engagement d'Esterhazy et communiquant ainsi la réintégration de Picquart et Dreyfus dans le service. *Isamaa* n'a pas communiqué les excuses de Mercier dédiées à Dreyfus, expliquant que la raison de ses actions était sa persuasion. Cependant, Mercier a subi les conséquences avec le Général de Gonse. *Kodumaa* communique les informations de manière heureuse mais les précise avec les résultats du vote sur le nouveau poste de Dreyfus et l'emplacement de la tombe d'Émile Zola. Selon le journal *Koit*, Dreyfus a même reçu la Légion d'honneur. *Päevaleht* ne communique rien de nouveau concernant les nouvelles sur Dreyfus. *Ristirahwa Pühapäeva-lehe Sõnumitooja* félicite de sa part la libération de Dreyfus.

Conclusion

En étudiant l’Affaire Dreyfus dans la presse estonienne, nous constatons que le rôle du journalisme ne se limitait pas à la diffusion d’informations. L’analyse des articles concernant l’Affaire publiés entre 1894 et 1906 montre que, malgré le contexte d’éveil national du peuple estonien et la censure imposée par l’Empire russe, les journaux estoniens ont développé une position critique à l’égard de l’injustice commise contre Dreyfus et l’antisémitisme. Ce travail contribue à l’étude de la fin du XIX^e siècle, la période peu examinée dans l’histoire de la presse estonienne, notamment en ce qui concerne les événements à l’étranger. Il montre comment la presse sous surveillance est capable de constater et dénoncer l’injustice.

En France, l’Affaire a mis en lumière les effets de l’antisémitisme croissant au sein des institutions ainsi que dans la société, divisant celle-ci en dreyfusards et antidreyfusards. Si l’on remarque une division similaire dans la presse estonienne, celle-ci n’est pas du tout comparable aux tensions qui ont régné dans l’opinion publique française à l’époque.

Postimees était fournisseur des nouvelles informations concernant l’Affaire le plus stable, étant le seul quotidien dans la presse estonienne à l’époque. Il fait référence à treize journaux français, ce qui l’aide à façonner sa position. *Postimees* est le premier dans la presse estonienne à présenter l’Affaire au lecteur estonien le 25 octobre 1894. La position dreyfusarde apparaît clairement à partir de la publication de « J’accuse... ! ».

L’une des considérables découvertes de ce mémoire était l’identification des lettres de O. K., dont l’auteur est Oskar Kallas. Ses lettres, publiées après la publication de l’article de Zola et envoyées de Paris, en plein milieu de tumulte, sont écrites dans un style neutre et amusé. Elles ne manifestent pas de sympathie directe pour les dreyfusards, mais sont clairement ironiques par rapport aux antidreyfusards. Pendant le procès de Rennes, *Postimees* était celui qui a commencé à publier les transcriptions. En ce qui concerne la critique par la presse étrangère contre l’injustice du procès et l’antisémitisme en France, *Postimees* salue les positions dont l’objectif est de lutter contre l’injustice et de montrer que l’Affaire est devenue un symbole universel de lutte contre l’injustice.

Olewik, journal opposé à *Postimees* prend une position plus radicale et provocatrice. Toutefois, le journal condamne l'injustice commise dans l'Affaire, mais reste ambiguë envers les défenseurs de Dreyfus et refuse explicitement d'admettre son innocence jusqu'à la fin. *Olewik* s'intéresse plus aux tensions sociales présents dans la société française qu'à l'acquittement de Dreyfus. *Olewik* présente également les réactions internationales avec scepticisme minimisant l'importance de l'indignation étrangère. Lors du débat entre Aru et Undusk, ce dernier a commenté que même un lecteur estonien, pouvait percevoir *Olewik* comme une voix modérée et dreyfusarde. Nous constatons que son positionnement n'est pas clair, mais comme il ironise parfois sur les dreyfusards, nous pourrions le catégoriser plutôt comme antidreyfusard par rapport à d'autres journaux estoniens. Nous pouvons y trouver la confirmation dans la fuite de Grenzstein à Paris en 1901, où il a commencé à défendre des positions antisémites.

Eesti Postimees adopte une position proche de celle de *Postimees* en condamnant l'injustice commise contre Dreyfus, en dénonçant l'injustice et en soutenant les intellectuels qui y sont engagés. À plusieurs reprises, les articles d'*Eesti Postimees* étaient très similaires, ou même identiques à ceux du *Postimees*. Le journal adopte une position humaniste insistant sur la souffrance de Dreyfus, soulignant l'importance de la solidarité et de la conscience morale dans une société. Le rôle de *Missioni-Leht* lors de l'Affaire a été de soutenir l'opinion publique afin que le procès soit révisé.

La position de *Sakala* est moins affichée mais selon notre examen, il a opté pour une ferme position dreyfusarde. Il défend la vérité, mais garde toujours une distance prudente face aux positions politico-judiciaires françaises.

Saarlane reste distancié par rapport à l'Affaire selon le fait de ses articles identiques à *Postimees* ou à ceux d'*Eesti Postimees*. Il cherche à éviter de polariser ses lecteurs sur l'Affaire, il ne défend même pas les droits de l'homme.

Finalement, les articles d'*Uus Aeg* n'ont pas fait l'objet d'une analyse aussi approfondie que ceux des autres journaux, bien que ce journal ait clairement adopté une position dreyfusarde.

Pour la suite de ce mémoire, il reste à étudier la représentation de l'Affaire Dreyfus dans la presse allemande et russe en Estonie afin de mieux comprendre l'originalité du positionnement estonien. Le correspondant Oskar Kallas (O.K.), dont le rôle dans les premières années du *Postimees* est méconnu dans l'histoire de la presse estonienne,

mérite certainement une étude à part. tout comme il faudra pencher davantage sur la l'Histoire des Juifs en Estonie avant la République estonienne.

Bibliographie

ARU, K. 2010. « Tartu renessansipäevil loodi kodanikuühiskonda », Tarand, K. (éds.) *Sirp* 37, Tallinn : Printall. p. 4–5.

ARU et al. = ARU, K ; ARUKAEVU, J ; JANSEN, J ; KARJAHÄRM, J ; UNDUSK, J. « Uus katse hinnata Ado Grenzsteini rolli Eesti ajaloos ». En ligne : https://web.archive.org/web/20131224111840/http://www.ra.ee/public/TUNA/Artikli_d/1999/2/1999-2-lk111-125.pdf Consulté le 19 mai 2025.

ARU, K. 1997. « Eesti ajakirjanduselu ümberkorraldamise katsed XIX sajandi lõpul », Meri, M (éds.) *Keel ja kirjandus* 2. P. 95–105. DOI : <http://www.digar.ee/id/nlib-digar:195026>

BLUMBFELDT, E. 1960. *Jaan Tõnisson :koguteos tema üheksakümnenda sünnipäeva tähistamiseks*. Stockholm : Kirjastus Vaba Eesti. En ligne <https://www.etera.ee/zoom/8443/view?page=18&p=separate&tool=info&view=0,336,2315,3203> Consulté le 5 mai 2025.

BURNS, M. 1991. *Dreyfus : A family affair, 1789–1945*. United States of America : HarperCollinsPublishers. En ligne https://archive.org/details/dreyfusfamilyaff0000burn_h9w6 Consulté le 5 mai 2025.

DEBLOWITZ, M. 1899. « The French Press and the Dreyfus Case », *The North American Review* 169, p. 577–592. DOI : <http://www.jstor.org/stable/25104893>

FORESTIER, E. 2019. « The Dreyfus Case, and the Observer : The « Sponge Metaphor » », *Victorian Periodicals Review* 3. The United States : Johns Hopkins University Press, p. 518–539. DOI : <https://doi.org/10.1353/vpr.2019.0033>

HARRIS, E. H. 1943. *Literature in Estonia*. London : Boreas.

HENNOSTE, T; KURVITS, R. 2019. *Eesti ajakirjanduse 100 aastat*. Tallinn : Post Factum.

ISIK = Eesti Biograafiline andmebaas, 2004. *Kallas, Oskar*. En ligne <https://www2.kirmus.ee/biblioserver/isik/index.php?id=791> Consulté le 5 mai 2025.

ISIK = Eesti Biograafiline andmebaas, 2004. *Register : pseudonüümid*. En ligne <https://www2.kirmus.ee/biblioserver/isik/index.php?m=indexes&iid=1&iwid=17960>
1 Consulté le 5 mai 2025.

ISSAKOV, S ; JANNSEN, E. 1967. « Võitlus C.R.Jacobsoni « Sakala » ümber », Jõgi, O. (éds.) *Keel ja kirjandus* 1, Tallinn, p. 6–21. DOI : <http://www.digar.ee/id/nlib-digar:193385>

JANSEN, E. 1999. « Tsaristlik tsensuur ja eesti ajakirjandus venestamisajal », p. 42–60. En ligne https://www.ra.ee/wp-content/uploads/2017/03/JansenEa_Tsaristlik_TUNA2000_2.pdf Consulté le 5 mai 2025.

JOKTON, K. 1992. *Juutide ajaloost Eestis*. Tartu : TÜ Trükikoda. En ligne <https://museum.jewish.ee/history/Jokton.pdf> Consulté le 5 mai 2025.

JÜRGENSTEIN, A ; Kitzberg, A. 1909. *Postimees 1857–1907 : 50-aastase keskuse mälestuseks*. Tartu.

KAUFFMANN, G. 2001. « Jean Drault (1896–1951) de la Libre Parole au Pilori », itinéraire d'un propagandiste antijuif. *Revue d'Histoire de la Shoah* 173. Paris : Centre de Documentation Juive Contemporaine, p. 62–87.

LUMISTE, L. 1977. *Eesti ajakirjanduse ajalugu*. Stockholm: Välis-Eesti & EMP. En ligne <https://www.etera.ee/zoom/929/view?page=54&p=separate&view=0,0,1130,1689>
Consulté le 5 mai 2025.

PAUL, T. 1997. « Eestlaste ja juutide suhetest », Eesti Kirjanike Liit (éds.) *Looming* 2, Tallinn : Perioodika. p. 244–253.

PEEGEL *et al.* 1994 = PEEGEL, J ; ARU, K ; ISSAKOV, S ; JANSEN, E ; LAUK, E. 1994. *Eesti ajakirjanduse teed ja ristteed. Eesti ajakirjanduse arengust (XVII sajandist XX sajandini)*. Tartu : Tartu Ülikool.

PINO, V. 1998. « O. Kallase noorusaeg ja õpingud », Aru, K (éds.) *Artikleid Oskar Kallase elust ja tööst*, Tartu. p. 13–67.

PONTY, J. 1974. « La presse quotidienne et l'affaire Dreyfus en 1898–1899 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, N°2 21. p 193–220. DOI : <https://doi.org/10.3406/rhmc.1974.2294>

RAHVUSARHIIV, 2025. *Kaastöölise reskontro 1898*. En ligne <https://ais.ra.ee/et/description-unit/view?id=200250384524> Consulté le 5 mai 2025.

TEEMÄE, E. 2021. « Eestikeelne misjonijakirjandus 19. Sajandi teisel poolel : Jaapani kajastamine misjonilehtedes », Tartu : Tartu Ülikool. DOI : <http://hdl.handle.net/10062/73110>

VERSCHIK, A. 1995 « Mitmekeelsus kui juudi kogukonna elunorm », Ross, E. (éds.) *Keel ja kirjandus* 6, Tallinn : Perioodika. p. 403–407.

VERSCHIK, A. 1997. « Eesti ja jhdiši kontaktidest », *Keel ja kirjandus* 1, Tallinn : Perioodika 1 p. 748–755.

VIKBERG, J. 1999. *Eesti rahvaste raamat. Rahvusvähemused, -rühmad ja -killud*. Tallinn : Eesti Entsüklopeediakirjastus, p. 214–221.

MUSÉE DREYFUS. 2025a. *Fiche 0 : Première, deuxième, troisième Affaire Dreyfus*. En ligne <https://www.maisonzola-museedreyfus.com/espace-pedagogique/> Consulté le 6 mai 2025.

MUSÉE DREYFUS. 2025b. *Chronologie de l’Affaire Dreyfus*. En ligne <https://www.maisonzola-museedreyfus.com/maison-zola-musee-dreyfus/chronologie-de-laffaire-dreyfus/> Consulté le 6 mai 2025.

POSTIMEES. 1938. « Dr. Oskar Kallas 70-aastane » DOI : <https://dea.digar.ee/article/postimeesew/1938/10/24/28>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. « Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Prantsusemaal » 1898a. DOI : <https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1898/01/22/5>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. « Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Prantsusemaalt. » 1898b. DOI : <https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1898/09/03/4>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. 1898c.
« Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Dreyfus'i protsess wõtakse
rewideerimisele » DOI : <https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1898/09/24/3>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. 1898d.
« Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Ooberst-leitnant Picquart » DOI :
<https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1898/11/26/3>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. 1898e.
« Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Dreyfus'i asja » DOI :
<https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1898/12/31/2>

EESTI POSTIMEES EHK NÄDDALILEHT : MA- JA LINNARAHWALE. 1899.
« Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumid. Dreyfus'i pääkaitsja, advokat
Labori » DOI : <https://dea.digar.ee/article/eestipostimees/1899/08/12/4>

SAKALA. 1899. « Politika ringwaatus ja muud väljamaa sõnumed. Prantsusemaad »
DOI : <https://dea.digar.ee/article/sakalaew/1899/02/16/7>

MISSIONI-LEHT. 1899. « Möndasugust. Dreyfus'i protsess ja Odessa Juudid » DOI :
<https://dea.digar.ee/page/epmmissionileht/1899/05/28/4>

POSTIMEES. 1898a. « Parisi ärewusest » DOI :
<https://dea.digar.ee/article/postimeesew/1898/10/05/2>

POSTIMEES. 1898b. « Suured wõiduajamised » DOI :
<https://dea.digar.ee/article/postimeesew/1898/10/07/3>

POSTIMEES. 1898c. « Politika-sõprusest, Prantsuse kirjanikkude õigused
Wenemaal ; Elsass-Lothringi küsimus » DOI :
<https://dea.digar.ee/article/postimeesew/1898/10/26/9>

OLEWIK. 1898a. « Väljamaa. Prantsusmaa » DOI :
<https://dea.digar.ee/page/olewik/1898/01/20/10>

OLEWIK. 1898b. « Väljamaa. Prantsusmaa » DOI :
<https://dea.digar.ee/page/olewik/1898/12/29/8>

OLEWIK. 1899a. « Väljamaa. Prantsusmaa » DOI :
<https://dea.digar.ee/page/olewik/1899/06/29/7>

OLEWIK.1899b.

« Wäljamaa.

Prantsusmaa »

DOI :

<https://dea.digar.ee/page/olewik/1899/08/10/12>

Resümee

„Dreyfusi afääri kujutamine eesti ajakirjanduses aastatel 1894–1906“

Käesolev bakalaureusetöö uurib Dreyfus'i afääri kujutamist eesti ajakirjanduses võttes arvesse tolle aja poliitilist konteksti Eestis Vene impeeriumi võimu ning baltisakslaste mõju all. Töö eesmärk on analüüsida valitud artikleid nende pikkuse, sisu ja meelestatuse alusel, ja saada teada, kas eesti ajakirjanduses ja avalikus arvamuses ilmnes Prantsusmaaga sarnane arvamislõhe Dreyfusi afääri pooldajate ja vastaste vahel.

Töö esimene osa esitab ülevaate Dreyfusi afääri kronoloogiast ja tutvustab võtmeisikuid. Lisaks selgitab see osa, miks on afääril oluline rääkida ka tänapäeval. Teine osa annab ülevaate prantsuse ajalehtedest, mis kujundasid aktiivselt ühe või teise poole avalikku arvamust, paljudele neist on eesti ajalehed viidanud. Prantsuse avalik arvamus kujunes peamiselt antisemiitliku ideoloogia alusel, mistõttu käsitletakse selles osas ka suhtumist juutidesse Eestis. Teise osa lõpp kirjeldab tähtsamaid Eesti ajalehti aastal 1894. ning uurib toimetuste vaheliste suhete keerukust tsensuuri vältimisel ja võitluses baltisaksa ajakirjanduse leviku vastu. Kolmandas alapeatükis analüüsitakse Postimehest, Eesti Postimehest, Missioni-lehest, Sakalast, Olewikust ja Uuest Ajast valitud artikleid, mis peegeldavad suhtumist Dreyfusi afääri, kusjuures peamine fookus on aastatel 1898 ja 1899.

Analüüsist ilmneb, et eesti ajakirjandus kujutab Dreyfusi afääri erinevalt. Suurim arvamislõhe ilmneb Postimehe ja Olewiku käsitlustest, kusjuures taustaks on afääri algusaastail tekkinud ajalehtede vahelised tülid ajakirjanduse tuleviku üle. Olewik ei sõnasta selgelt oma positsiooni Dreyfusi pooldajana, mistõttu jääb ta käsituselt pigem Dreyfusi vastaseks. Postimehe artiklid väljendavad selgelt positsiooni Dreyfusi pooldajana. Analüüsi käigus selgub ka Postimehe korrespondent, Oskar Kallas (O.K.), kelle roll Postimehe algusaastail väärriks ajakirjanduse ajaloo uurimisel suuremat tähelepanu.

Mina, Gloria Margret Rose,

1. Annan Tartu Ülikoolile tasuta loa (lihtlitsentsi) minu loodud teose „La représentation de l’Affaire Dreyfus dans la presse estonienne“, mille juhendaja on Tanel Lepsoo, reprodutseerimiseks eesmärgiga seda säilitada, sealhulgas lisada Tartu Ülikooli digitaalarhiivi kuni autoriõiguse kehtivuse lõppemiseni;
2. Annan Tartu Ülikoolile loa teha punktis 1 nimetatud teos üldsusele kättesaadavaks Tartu Ülikooli veebikeskkonna, sealhulgas digitaalarhiivi kaudu Creative Commons'i litsentsiga CC BY NC ND 4.0, mis lubab autorile viidates teost reprodutseerida, levitada ja üldsusele suunata ning keelab luua tuletatud teost ja kasutada teost ärieesmärgil, kuni autoriõiguse kehtivuse lõppemiseni;
3. Olen teadlik, et punktides 1 ja 2 nimetatud õigused jäävad alles ka autorile;
4. Kinnitan, et lihtlitsentsi andmisega ei riku ma teiste isikute intellektuaalomandi ega isikuandmete kaitse õigusaktidest tulenevaid õigusi.

Gloria Margret Rose

19.05.2025